

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1936

THÈSE

N°

680

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

GIRARD Raymond

MÉDECIN LÉGISTE DE L'UNIVERSITÉ

DIPLOMÉ D'HYGIÈNE INDUSTRIELLE ET DE MÉDECINE DU TRAVAIL

Né le 27 Août 1910 à Masseube (Gers)

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DE

L'HISTOIRE DE L'HYGIÈNE EN FRANCE

Président : M. TANON, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1936

**Contribution à l'Étude de l'Histoire de l'Hygiène
en France**

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1936

THÈSE

N° —

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

GIRARD Raymond

MÉDECIN LÉGISTE DE L'UNIVERSITÉ

DIPLOMÉ D'HYGIÈNE INDUSTRIELLE ET DE MÉDECINE DU TRAVAIL

Né le 27 Août 1910 à Masseube (Gers)

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DE

L'HISTOIRE DE L'HYGIÈNE EN FRANCE

Président : M. TANON, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1936

LE DOYEN : M. ROUSSY.

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIÈRE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie médicale et générale	BAUDOUIN.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	LOEPER
	CARNOT.
	CLERC.
	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBoullet.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
Clinique chirurgicale	CUNÉO.
	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
Clinique ophtalmologique	LENORMANT.
Clinique urologique	TERRIEN.
	MARION.
Clinique d'accouchements	BRINDEAU.
	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	MOCQUOT
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Clinique de la tuberculose	BEZANÇON.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
Professeurs sans chaire	HOVELACQUE.
	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

BÉNARD Henri. . Pathologie médicale.
 BERNARD Etienne Pathologie médicale.
 BEZANÇON (Justin) . Hydrologie.
 BOULIN, . . . Pathologie médicale.
 BULLIARD. . . Histologie.
 CATHALA . . . Pathologie médicale.
 CHEVALLIER . Pathologie médicale.
 DOGNON. . . . Physique.
 FEY. Urologie.
 GAILLARD . . . Parasitologie.
 GASTINEL . . . Bactériologie.
 DE GAUDART D'ALLAINES. . Pathologie
 chirurgicale.
 GAYET Physiologie.
 GIROUD Histologie.
 HAGUENAU . . Pathologie médicale.
 HALPHEN . . . Oto-rhino-laryngologie.
 HAZARD Pharmacologie.
 HUGUENIN . . . Anatomie pathologique.
 JOANNON Hygiène.
 LABBÉ (Henri). Chimie biologique.
 LACOMME . . . Obstétrique.

MM.

LANTUÉJOUL . Obstétrique.
 LAROCHE (Guy) Pathologie médicale.
 LEMAIRE Pathologie expérimentale.
 LEVEUF. Pathologie chirurgicale.
 M^{lle} J. LÉVY . . . Pharmacologie.
 LÉVY-VALENSI. Neurologie et Psychiatrie
 MOREAU. Pathologie médicale.
 MOULONGUET. Pathologie chirurgicale.
 MOUQUIN . . . Pathologie médicale.
 OBERLING. . . Anatomie pathologique.
 PETIT-DUTAILLIS. . Pathologie chirurgicale.
 PIÉDELIÈVRE . Médecine légale.
 PORTES Obstétrique.
 RICHET Physiologie.
 SANNIÉ Chimie biologique.
 SÈNÈQUE Pathologie chirurgicale.
 TROISIER . . . Pathologie expérimentale
 TURPIN Pathologie médicale.
 VIGNES Obstétrique.
 WILMOTH . . . Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

ALGLAVE Pathologie chirurgicale.
 BUSQUET Pharmacologie.
 CHAILLEY-BERT. . . Physiologie.

MM.

LEROUX. Anatomie pathologique.
 NEVEU-LEMAIRE. . . Parasitologie.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE A TITRE PERMANENT

MM.		MM.	
ABRAMI	Clinique médicale.	BASSET	Clinique chirurgicale.
ALAJOUANINE . .		BROCQ.	
AUBERTIN		CADENAT.	
BRULÉ.		GATELLIER	
CHABROL		HEITZ-BOYER. . . .	
CHIRAY		MOURE.	
DONZELOT		QUENU.	
DUVOIR.		SCHWARTZ.	
LIAN		VELTER	
PASTEUR-VALLERY-RADOT.			
SÉZARY			

MM.	
ECALLE	Clinique obstétricale.
GUÉNIOT.	
LE LORIER.	
LÉVY-SOLAL	
METZGER	

V. — CHARGÉS DE COURS

MM. CHAILLEY-BERT, agrégé. .	Éducation physique.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.
RUPPE	Stomatologie.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

IN MEMORIAM

A MON GRAND-PÈRE

Le Docteur JOSEPH SOUBIE,

Médaille d'Or des Epidémies

*Dont la vie entière faite de bonté
et de dévouement fut toujours
pour moi le plus bel exemple.*

A MON REGRETTÉ MAITRE

Monsieur le Docteur DERVIEUX,

**Chef des travaux pratiques de médecine légale
à la Faculté de Médecine de Paris**

*En qui j'ai trouvé un guide émi-
nent, toujours bienveillant,
inlassablement dévoué.
Hommage de pieuse gratitude.*

A MON PÈRE, A MA MÈRE

*Qu'ils trouvent dans cet ouvrage un
témoignage de ma très grande
reconnaissance.*

A MA GRAND'MÈRE

A MA TANTE

*Qui m'a toujours entouré de la plus
profonde affection.*

A MA FIANCÉE

MEIS ET AMICIS

A MON MAITRE ET PRÉSIDENT DE THÈSE

Monsieur le Professeur LOUIS TANON,

Professeur d'hygiène à la Faculté de Médecine de Paris

Membre de l'Académie de Médecine

Conseiller technique sanitaire du Ministère de la Santé publique

Officier de la Légion d'honneur

Que nous tenons à remercier pour le grand honneur qu'il a bien voulu nous faire en acceptant la présidence de cette thèse et en nous inspirant ce travail et à qui nous exprimons notre respectueuse reconnaissance pour ses précieux conseils et pour toutes les marques de bienveillance qu'il n'a cessé de nous prodiguer.

*A mes Maîtres de la Faculté de Médecine
et des Hôpitaux de Paris.*

A mes Maîtres de l'asile Sainte-Anne.

A mes Maîtres de l'Institut de Médecine légale.

A Monsieur le Professeur agrégé DUVOIR.

A mes Maîtres de l'Institut d'Hygiène.

A Monsieur le Professeur agrégé JOANNON.

A Monsieur le Docteur NAVARRE.

A mes Maîtres de l'Institut d'Hygiène industrielle.

A Monsieur le Professeur FABRE,
de la Faculté de Pharmacie.

*A mes Maîtres de l'Institut de Criminologie,
section de la Police Sanitaire.*

A Monsieur le Commissaire LAFONT.

A mes Maîtres du Cours de Médecine sanitaire maritime.

A Monsieur le Docteur CLERC.

AVANT-PROPOS

De patientes recherches historiques, menées avec un scrupuleux souci d'impartialité, sont enfin parvenues, au cours de ces dernières années, à réhabiliter notre Moyen Age français qui, durant quatre siècles, n'avait cessé d'être en butte aux plus regrettables calomnies.

Toutefois, comme les questions se rattachant à la salubrité n'avaient pas encore été traitées, certains esprits s'imaginèrent à tort que l'hygiène était alors méconnue et c'est ainsi que se perpétua le mythe d'un Moyen Age barbare et malpropre.

C'est avec l'intention de rétablir sur ce point la réalité historique que nous avons entrepris notre étude.

Il nous avait semblé possible, en effet :

1° de rassembler les notions éparses que nous possédons sur les mœurs du Moyen Age, envisagées dans leurs rapports avec l'hygiène ;

2° de les synthétiser, pour en faire apparaître l'unité de conception et démontrer que, contrairement aux idées inexactes qui prévalent encore aujourd'hui, les préoccupations d'hygiène n'avaient point échappé aux générations médiévales, si pleinement douées de sens pratique ;

3° de dégager enfin les fondements mêmes de ces

notions, en nous efforçant de retrouver et de saisir l'état d'esprit qui présida à leur élaboration.

Or, d'une part, la rareté des documents publiés ne nous ont pas permis de remonter au-delà du x^e siècle et d'autre part, l'imprécision des chroniques parues vers la fin du Moyen Age, nous a incité, pour fonder notre appréciation, à faire quelques incursions au temps de la Renaissance.

Nous avons été alors surpris de constater que les bons principes d'hygiène individuelle, abondamment répandus aux xii^e et xiii^e siècles et qui avaient pris une réelle extension au xiv^e, semblaient passer au second rang des préoccupations au xv^e et régresser nettement au xvi^e siècle.

Frappé par l'allure anormale de cette évolution, qui posait un problème, nous avons été naturellement conduit à étendre nos investigations jusqu'à nos jours, en recherchant la base psychologique des nouvelles acquisitions de l'hygiène.

Il nous a paru opportun de faire précéder notre thèse de ces quelques explications qui, en précisant le cheminement de nos idées, permettront, nous l'espérons, de les mieux comprendre.

I

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

Le but que nous avons poursuivi dans cette première partie n'est pas de faire œuvre de pure documentation historique, nous réservant au contraire de nous référer pour les détails à des textes plus complets.

Nous avons seulement voulu, en nous appuyant sur des faits précis et parfois même en les interprétant, établir que le Moyen Age avait senti peser sur lui la lourde responsabilité des questions d'hygiène et, qu'en dépit de la faiblesse de ces connaissances médicales, épidémiologiques et scientifiques, il avait cependant su faire face aux difficultés du moment, en témoignant d'un esprit éminemment pratique, allié à de réelles qualités de jugement et à un sens exact de la mesure, en un mot, qu'il avait su se révéler à l'occasion un hygiéniste averti.

Si l'on était tenté de croire que nous avons eu l'intention de nous borner à confirmer par des textes une idée préconçue et soutenir une polémique pour justifier les ressources intellectuelles du Moyen Age, nous objecterions que telle n'a pas été notre intention, car nous avons pensé servir d'autant mieux une idée chère à M. le Professeur Tanon, en lui apportant ici la contribution d'un travail absolument impartial. A cette fin, nous nous sommes efforcés de faire momentanément abstraction

de notre opinion personnelle, tout entière gagnée aux idées de notre maître dont nous ne saurions mieux illustrer la pensée qu'en reproduisant cette phrase empruntée à sa leçon d'ouverture du cours d'hygiène : « Il ne faudrait pas croire qu'avec la période du Moyen Age qui semble avoir été une période de préparation des sociétés modernes, l'hygiène n'ait pas fait de progrès. Car, malgré que nous en soyons assez peu informés par des écrits spéciaux, ou par des rapports, nous voyons qu'il existait déjà, aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, une hygiène publique à côté de l'hygiène privée ». Si d'ailleurs nous nous sommes risqués, suivant la méthode cartésienne, à faire table rase de toute opinion préconçue, c'est que nous possédions par avance l'intime conviction que notre étude conduite en toute impartialité ne pouvait qu'absolument aboutir aux mêmes conclusions que celles de notre maître.

Cette étude, nous l'avons entreprise d'autant plus volontiers parce que, sachant, pour l'avoir appris au hasard des textes, que le Moyen Age était doué d'un esprit hautement réalisateur, joint à un sens pratique développé et à de grandes qualités d'observation, il nous paraissait intéressant de connaître quelles solutions il avait apportées aux problèmes d'hygiène, qui n'avaient pas manqué de se poser à l'époque médiévale avec la même acuité qu'à toute autre période de notre histoire.

Si nous avons donc conduit notre thèse à l'instar d'une démonstration, c'est exclusivement dans un but de simplification et de clarté et afin d'éviter à nos lecteurs un fastidieux travail d'analyse.

Pour nous garder de toute partialité, nous avons d'ailleurs cité le plus grand nombre possible de faits dont le

sens était évident. Quant à ceux qui nécessitaient une interprétation, nous n'en avons dégagé la portée qu'après nous être bien pénétré de la psychologie du Moyen Age et nous être inspiré notamment des ouvrages de Bédier, Langlois, Picard, Lavedan et Enlart.

Ces explications préliminaires nous ont paru utiles pour préciser notre méthode.

1° HYGIÈNE CORPORELLE

Cette question, que l'on rencontre incidemment traitée dans bon nombre d'ouvrages historiques, se trouve exposée en toute impartialité dans un très vaste chapitre de « La vie au bain » où Cabanès consacre à la propreté corporelle au Moyen Age une étude approfondie.

Il eût sans doute été opportun de citer ici intégralement ce chapitre, dont des extraits ou un résumé n'auraient pour résultat que d'affaiblir ce vigoureux plaidoyer, abondamment documenté, en faveur d'un Moyen Age propre et aux mœurs même raffinées.

Mais l'ampleur de cette reproduction dépasserait sensiblement les limites que nous nous sommes imposées et nous sommes d'ailleurs persuadés que la série des « Mœurs intimes du passé » est encore présente à toutes les mémoires.

Il est seulement regrettable que les travaux de Cabanès, bien qu'universellement goûtés, ne soient pas tenus pour posséder une valeur historique très sérieuse. Son style familier et la tournure parfois humoristique qu'il donne à ses récits auraient pour effet, aux yeux de certains, de lui enlever l'autorité qu'aurait acquise sans contredit un exposé austère.

Cependant, ce n'est là qu'une appréciation erronée, car les affirmations de Cabanès sont d'une rigoureuse authenticité, ainsi qu'il nous a été permis de le contrôler

personnellement. Toutes les citations qu'il reproduit, tous les textes auxquels il se réfère, nous avons pu les retrouver, soit à leur source directe, soit dans d'autres ouvrages antérieurs aux siens et dont visiblement il ne s'était pourtant pas inspiré. Il nous importait, en effet, au premier chef, de vérifier la valeur de cette documentation qui constitue l'un des éléments essentiels de ce chapitre.

Toutefois, si les détails abondent sur les modalités d'application de l'hygiène corporelle, il est loin d'en être ainsi quant à l'esprit dans lequel elle était pratiquée et au but que poursuivaient ceux qui s'y livraient.

Nous avons donc été contraints de suppléer au laconisme des textes par une interprétation rationnelle des faits.

Il est d'abord certain que les ablutions étaient très en honneur au Moyen Age et se répétaient même plusieurs fois par jour. Cabanès est catégorique sur ce point et les nombreuses références qu'il donne ne sauraient laisser subsister aucun doute à cet égard.

Quel que soit le motif qui les guidait, nos ancêtres de l'époque médiévale accomplissaient donc un acte d'hygiène incontestable ayant pour résultat d'obtenir un degré de propreté pratiquement suffisant.

Quelle pensée les inspirait ?

La première constatation qui se dégage de nos lectures est le parallélisme existant à cette période entre la souillure corporelle et l'impureté de l'âme. Tout acte important était précédé d'un bain, ce qui ne peut surprendre si l'on considère l'influence du catholicisme au Moyen Age.

Actuellement encore, dans cette religion, tout sacre-

ment est précédé d'une confession dont l'absolution efface la tache morale. Autrefois, où le symbolisme était plus grand que de nos jours, corps et âme marchaient de pair.

Aussi le bain et l'absolution du prêtre étaient-ils inséparables. Quelques exemples le démontreront :

On se rappelle qu'avant d'être armé chevalier, l'écuyer passait la nuit en prière et prenait, soit la veille au soir, soit le matin même, un bain purificateur où l'officiant prononçait cette formule sacramentelle : « Ce bain est fait pour effacer toute les vilénies de la vie passée ».

Cette tradition se perpétuerait de nos jours dans l'ordre du Bain et, comme son nom l'indique, cette cérémonie consacrerait encore au bain une place prépondérante.

Avant l'ordination comme prêtre, les rites prescrivaient également un bain, avec le même caractère symbolique de purification.

En France, sous Charlemagne, et même dans certains pays comme l'Irlande, jusqu'au ^{xii}^e siècle, le baptême se pratiquait toujours par immersion, le corps étant recouvert d'eau, au-dessus des épaules.

La veille des fêtes et chaque samedi, les prêtres, ainsi que les religieux et les religieuses, étaient tenus de prendre un bain. Il est même assez curieux de remarquer que, si les fidèles étaient eux aussi soumis à cette obligation, bien que d'une façon moins impérative, ils n'avaient cependant pas le droit de se baigner dans les mêmes établissements que les prêtres.

D'ailleurs, évêques, moines ou prélats avaient tous leur étuve auprès de leur évêché, monastère ou basilique.

Nous faisons pour l'instant allusion à une époque qui peut se placer entre le x^e et le xii^e siècle. Plus tard, en effet, l'Eglise, pour réagir contre une poussée d'immoralité, restreignit la fréquence des bains chez ses prêtres et ses fidèles, à partir du xiii^e siècle.

Dès 803, le Concile d'Aix-la-Chapelle avait réglementé les bains pendant le carême, ce qui prouve que ceux-ci étaient considérés comme un plaisir.

Après avoir signalé les cérémonies où l'ablution avait un caractère purement sacramental, examinons maintenant le lavage des mains à table.

Il paraît répondre à trois préoccupations principales : l'accomplissement d'un geste symbolique, une soumission aux lois de l'étiquette et enfin un souci rudimentaire d'hygiène.

Nous n'examinerons que ce dernier, qui, seul, nous intéresse.

Si l'on veut bien considérer quel était le cérémonial du repas, ainsi qu'on peut le retrouver dans les vieilles « Contenances de table », on constate que, dès qu'on s'était placé à table, des pages faisaient circuler des bassins avec des âguières et versaient sur les doigts des convives des eaux aromatiques.

Le Ménagier de Paris du xiv^e siècle nous a conservé une formule d'eau de table : c'était une eau tiédie, contenant de l'eau de rose, de fleur d'oranger, de myrte, d'aspic, de serpolet, de lavande, d'iris et de romarin.

Contrairement à ce qu'on observe volontiers, cette mesure était générale et s'étendait à toutes les classes de la société.

Chez le seigneur, c'était à son de trompe qu'on « cornait l'eau » avant de se mettre à table, afin que le cham-

bellan, l'échanson, les écuyers ou les pages pussent tout préparer pour le lavage des mains.

Chez les bourgeois, le cérémonial était plus simple : les invités d'abord, le maître de maison ensuite, puis sa famille, allaient, avant de s'asseoir, à tour de rôle et dans cet ordre protocolaire, se laver les mains à une petite fontaine accrochée au mur dans un coin de la salle à manger.

Artus d'Embry nous rapporte que cette pratique s'étendait même aux domestiques et que, s'ils n'avaient pas d'eau, ils préféraient se tremper les doigts dans du vin plutôt que de renoncer à un tel usage.

Mais, ainsi que nous le dit Franklin. « Cette coutume, comme toutes celles qui intéressaient la propreté, fut au seizième siècle fort négligée et classée parmi les exigences de l'étiquette applicables seulement aux repas de cérémonie ».

Il convient, en outre, de signaler qu'à la fin du repas on procédait également au lavage des mains, ce qui s'explique d'autant mieux qu'avant le dix-septième siècle l'emploi de fourchettes était peu répandu.

Bien que primitive dans ses usages, l'époque médiévale n'en avait donc pas moins un constant souci de raffinement.

On en trouve la preuve dans la « Civilité » de Jean Sulpice, datant de 1480, et ce n'est pas le premier des manuels de savoir vivre d'alors, puis qu'il en existait déjà au douzième siècle.

« Que ta main, porte cet ouvrage, ne soit grasse ni sale (avant de toucher au plat), on te tiendrait pour vilain et deshonneste ».

Il est recommandé plus loin de ne pas se toucher la

peau ou se frotter une partie du corps avant de mettre la main au plat. En outre, le même auteur indique qu'il est très incivil de se lécher les doigts ou de se les essuyer à sa jaquette ou à la nappe, alors qu'on a une serviette à cet effet.

Une serviette! Les usages du seizième siècle vont la bannir et elle ne reviendra pas avant deux cents ans.

Montaigne le déplorait, en invoquant le temps de sa jeunesse : « Je plains, disait-il, qu'on aye suivi un train que j'ai veu commencer qu'on nous changeast de serviette selon les services, comme d'assiettes ».

Toute la littérature abonde en anecdotes relatives à ces questions qui sont sur la limite de l'hygiène. Les partisans d'un Moyen Age barbare feraient bien de s'en pénétrer; ils y verraient de minuscules détails qui isolément ne sont rien, mais qui par leur ensemble créent une ambiance très marquée et décèlent un état d'esprit particulier.

N'en est-il pas ainsi de l'habitude de ranger le linge bien blanc dans des armoires exclusivement réservées à cet effet, de le disposer en tas bien réguliers et de placer entre chacun d'eux un petit sachet de lavande ?

Cette coutume persiste encore dans certaines de nos campagnes et elle est d'ailleurs très louable.

Franklin nous apprend d'autre part qu'on lavait les fruits et qu'on les pelait, que les fromages étaient soigneusement râclés. Précautions dignes d'une civilisation assez éloignée de la barbarie.

Enfin, l'un des chroniqueurs de Louis XI nous enseigne qu'une des attentions les plus délicates consistait à offrir un bain à ses invités en guise d'apéritif, car on avait remarqué que le bain ouvrait l'appétit. Ainsi,

lorsque le roi fut convié par les échevins de Paris, on avait eu soin de lui préparer un bain, de même qu'à la reine.

En nous inspirant des considérations qui ont présidé à ces diverses pratiques, puisées dans les chroniques anciennes, nous avons jusqu'à présent distingué deux catégories d'ablutions :

L'une, à caractère symbolique, consacrée par des rites et dictée par un souci de purification totale, est surtout d'ordre moral.

Dans la seconde, l'élément moral diminue pour faire place à un désir de propreté intrinsèque, déterminé non point par des règles d'hygiène, mais par les obligations de l'étiquette et encore imprégné de symboles, bien qu'inconsciemment accomplis, comme la plupart de nos actes quotidiens se rattachant à la bonne éducation et que nous exécutons par automatisme, sans la moindre participation de notre raisonnement.

Pour être complet, il faudrait d'ailleurs envisager dans ce domaine tout ce que l'hygiène a acquis grâce à la mode. Les textes nous apprennent notamment qu'une blancheur immaculée des mains était recherchée et considérée comme un signe de haute distinction. Dans les conseils aux Châtelaines, il est recommandé de se couper les ongles bien ras et de se les curer souvent. La propreté des vêtements allait de pair avec celle du corps; une tache faite sur les habits de ses voisins ou sur la nappe au cours d'un repas constituait une injure grave qui ne se lavait que dans le sang au temps des Carolingiens.

Les textes sont toutefois moins précis en ce qui concerne la propreté dans les basses classes de la société.

Mais en approfondissant la question, on acquiert la conviction que la propreté n'était nullement l'apanage exclusif des grands seigneurs.

Comment imaginer, en effet, une châtelaine, si soigneuse de sa toilette aux étoffes délicates et ornées de précieuses dentelles, qui eût toléré que ses gens pussent la toucher sans avoir des mains impeccables ?

Pourquoi d'ailleurs vouloir refuser au bas peuple cet esprit d'imitation qui l'a si souvent poussé à copier, au point de la dépasser, la mode qu'il voyait chez les grands ?

On peut donc être certain que la propreté des mains était générale.

La troisième catégorie d'ablutions que nous abordons maintenant perd complètement son côté moral ou symbolique, plus ou moins désintéressé, pour n'aspirer qu'à un bien-être matériel : le délassement des fatigues de la journée pour les uns, et la recherche du plaisir voluptueux d'un bain chaud, pour les autres.

A un étranger, qui devenait votre hôte, il eut été incorrect de ne pas offrir sur l'heure un bain chaud.

Au chevalier qui revenait de chasse, de guerre ou de voyage, la fille du seigneur qui l'hébergeait se devait de lui préparer un bain, complété par des frictions avec des baumes composés de plantes aromatiques.

Cet usage était pleinement justifié. Les ablutions procurent après les exercices violents le meilleur des délassements. De notre jours, la majorité de nos bains n'a d'ailleurs pas d'autre but.

Les autres, dits de propreté, nous paraissent moins impérieux, dès l'instant où ils sont suivis d'une euphorie moindre.

Cette variété, dira-t-on, n'existait pas au Moyen Age. C'est certain. Mais elle était largement compensée par les bains chauds à caractère uniquement voluptueux.

L'agrément du bain soit d'eau, soit de vapeur ne pouvait évidemment échapper à une génération qui, sans rechercher avidement les plaisirs à l'égal d'une Rome décadente, ne les dédaignait cependant pas.

Le graffite rapporté par Cagnat en fait certainement foi, puisqu'il traduit l'état d'esprit populaire ramassé dans cette formule : « Venari ludere lavari bibere, hoc est vivere ».

Le bain procurant une satisfaction analogue à celle du jeu ou de la chasse, on se rendait aux étuves le plus souvent possible, et, sinon quotidiennement, au moins une fois par semaine, nous dit Eulard.

Dans ces conditions, on est bien forcé d'admettre que le bain de propreté devenait superflu.

Telles sont les trois variétés d'ablutions qui existaient au Moyen Age.

Quelle était leur valeur hygiénique ?

Éliminons d'abord celles que nous avons groupées dans la première catégorie, leur rareté leur enlevant tout intérêt pratique.

Celles de la seconde catégorie nous paraissent répondre dans une certaine mesure aux exigences de l'hygiène, le lavage des mains étant une pratique des plus louables.

Quant à la troisième catégorie, elle donne lieu aux conclusions suivantes :

Pour beaucoup, les bains quotidiens et surtout ceux qui sont plus fréquents doivent être considérés comme

excessifs. Nous ne pousserons pas le paradoxe jusqu'à faire ce reproche au Moyen Age.

Nous nous bornerons à penser qu'un séjour, prolongé par le plaisir qu'on y recherche, dans un bain chaud, ne fût-il qu'hebdomadaire, suivi d'un essuyage énergique tel qu'il était pratiqué par les servantes ou les garçons d'étuves et complété par un massage ou friction avec des onguents, constituait un nettoyage suffisant à une époque où l'atmosphère n'était pas polluée par les fumées noires des usines.

Un aspect de cette question qui intéresse vivement l'hygiène sociale est de savoir si cette pratique du bain était générale et s'il ne se trouvait pas des malheureux pour qui le prix d'un bain hebdomadaire n'était pas une charge trop lourde.

Il n'en est rien. En effet, les classes riches qui possédaient leurs étuves, évêchés, abbayes, monastères et châteaux, avaient fait édifier des constructions distinctes affectées, chacune, à des classes sociales différentes, un chanoine ne partageant pas plus son étuve avec son évêque qu'un seigneur ne l'eût fait avec ses écuyers et ceux-ci avec leurs hommes d'armes.

Luce nous apprend que, dans le nord de la France, toute maison « respectable » se devait d'avoir une étuve. Pour le surplus de la population, il restait les très nombreux bains publics, d'inspiration romaine incontestable, ainsi que le prouvent leur architecture et leur disposition.

Ajoutons à ces derniers les bains de vapeur, d'apparition plus tardive et copiés sur les Turcs, lors des croisades, et l'on se rendra compte que les humbles n'étaient pas dépourvus de possibilités.

Le tarif des bains était fixé de façon immuable par les statuts de la corporation. Le coût en était d'ailleurs des plus modiques : deux deniers parisis, soit moins de vingt-neuf centimes or. Quant aux indigents, les tenanciers d'étuves étaient contraints de les admettre gratuitement, « l'obole des bains » étant un prélèvement destiné à couvrir ces frais.

Signalons aussi que de nombreuses familles pieuses laissaient après leur mort des fondations spéciales de bains gratuits pour les pauvres, sous la dénomination de Balnea Animarium, afin de contribuer au salut de leur âme.

Nous croyons utile, pour terminer cette première partie de notre étude, de relater l'opinion que se faisait de ces ablutions un médecin de l'époque, opinion d'autant plus autorisée qu'elle émane d'un hygiéniste hélas trop méconnu, mais qui mériterait cependant d'être à nos hygiénistes modernes ce qu'Ambroise Paré était à nos chirurgiens actuels.

C'est à Maistre Aldebrandin que nous allons donc emprunter les réflexions qui vont suivre.

Elles sont extraites du premier traité d'hygiène écrit en français. Le doyen Landouzy disait de ce manuscrit qu'il fut le premier texte médical écrit en langue moderne : la nécessité de vulgariser un sujet d'hygiène ayant imposé cette mesure. Il ajoutait que ce texte méritait la même vénération de la part des médecins que le Serment de Strasbourg chez les auteurs littéraires.

Dans son « Régime du Corps », au chapitre « Du Baignier », écrit en 1287, Aldebrandin commence par des contre-indications aux bains, qui sont les états de

débilité, « complexion peu robuste » et les maladies à leur début. Il ne faut pas se baigner en état de rhume ou lorsque l'on n'en a pas envie, « qu'il soi gai et de chaude et moiste nature ».

On doit s'abstenir de manger avant de se baigner, nous explique pittoresquement l'auteur, car le froid de l'eau enlèverait la chaleur naturelle qui doit cuire les viandes au fond de l'estomac.

Il ne faut pas d'autre part se mettre au bain, lorsqu'on relève d'un grand travail ni lorsqu'on vient d'absorber une grande quantité d'eau froide.

Aldebrandin parle ensuite des obligations consécutives au bain : « A l'issir du baing covient que on se gart de froit et que on se cuevre bien de reube principalement en yver por le froidure de l'air ».

Après s'être reposé, on doit manger modérément des viandes susceptibles d'être facilement digérées.

Enfin, voici les conseils sur le bain, sa durée et son but : « Cil ki velt se santé garder et sera sains et se fera baigner en estuves et en cuves. Si se gart qu'il ne demort mie trop »... sauf jusqu'à ce qu'il puisse se nettoyer de « l'ordure » que « li nature cache fors par les pertuis de la char », car le bain n'a pas d'autre raison.

Il nous a paru intéressant de citer cette opinion en achevant ce chapitre sur le bain, car elle nous fait entrevoir ce qu'à l'époque des croisades le corps médical pensait de cette pratique.

Elle nous révèle qu'Aldebrandin possède à un haut degré de perfection cet esprit d'observation, associé à une profonde sagesse de jugement, qui est et restera dans tous les temps la vertu essentielle du véritable hygiéniste.

2° HYGIÈNE URBAINE

L'exposé qui précède nous a amené à conclure que, sans chercher spécialement à la réaliser, le Moyen Age pratiquait cependant une hygiène corporelle largement suffisante .

Nous allons voir maintenant que, contrairement aux résultats auxquels il était parvenu quant aux soins individuels, il ne put obtenir, malgré tous ses efforts et en dépit des notions pourtant exactes qu'il possédait sur ce point, une hygiène urbaine susceptible de le protéger efficacement contre les terribles épidémies dont il ne triompha qu'après leur avoir payé un lourd tribut.

Il est curieux de constater que dans ce domaine, il ne péchait plus par ignorance, mais qu'il était victime de l'inobservation de principes dont il reconnaissait cependant toute la valeur.

Sans doute, il est d'usage de scinder l'étude de l'hygiène urbaine en une pléiade de subdivisions, dont chacune pourrait faire l'objet d'une recherche particulière; mais l'intérêt de la plupart des questions examinées serait bien secondaire.

Aussi n'aborderons-nous que les trois principaux problèmes qui sont la clef de l'hygiène urbaine : nous voulons parler de l'alimentation en eaux potables, de l'évacuation des matières usées et de l'aération.

Le Moyen Age, à l'esprit pratique et réalisateur, avait

compris, dès ses débuts, tout l'intérêt qui s'attachait à la question de la distribution d'une quantité d'eau potable en rapport avec les besoins de la consommation.

La solution lui en fut immédiatement fournie par l'exemple des Romains qu'il copia, non pas servilement, mais en y apportant des perfectionnements dont le mieux qu'on puisse dire, c'est qu'ils sont encore employés de nos jours dans les services d'adduction d'eau, tant on en a reconnu l'efficacité.

Nous faisons allusion au dispositif du siphon, dont l'usage permet une économie notable des matériaux de construction.

Les aqueducs furent très nombreux au Moyen Age. Les moines Cistreciens surtout excellèrent dans leur édification et certaines villes, comme Dijon, firent appel à des charpentiers fontainiers uniquement spécialisés dans ce genre de travaux.

La liste des beaux aqueducs de l'époque médiévale est trop longue pour pouvoir être mentionnée ici. Il nous suffira de citer les plus importants : 1° le grand aqueduc du Mans, vaste conduit d'une demi-lieue, aboutissant à un réservoir voûté et desservant deux fontaines sur son trajet. Il date de l'évêque Saint Aldric, qui le fit construire de 832 à 857; 2° le bel aqueduc gothique de Coutances, aujourd'hui presque détruit et qui fut édifié en 1277 par le Seigneur des Painel;

3° Enfin, les trois aqueducs souterrains de Limoges, dont celui d'Aigoulène, construit par le Sénéchal de la Marche Pierre Audier aux environs de 1211 et qui alimente les principales fontaines de la ville.

Le Moyen Age n'eut donc rien à se reprocher quant à l'adduction des eaux.

Mais il est loin d'en être ainsi en ce qui concerne l'important problème de l'évacuation des eaux et des matières usées. Répétons cependant qu'il faut se garder de mettre en cause l'insuffisance des moyens et qu'il faut surtout en rejeter la responsabilité sur l'insubordination des habitants qui ne consentaient pas, sans la menace de sanctions ou la peur d'une épidémie, à se plier aux sages instructions de police relatives à la voirie.

Les questions de voirie font l'objet de deux documentations dont le rapprochement fait ressortir d'emblée les lourdes fautes commises par les habitants des cités médiévales.

Les premiers textes sont consignés dans le recueil d'ordonnances royales et dans le *Traité de Police* de Delamare. Ce sont des injonctions d'une sagesse incontestable.

Les autres documents auxquels nous ferons allusion contiennent de pittoresques descriptions de la saleté repoussante des rues et des mauvaises odeurs qui s'en dégageaient. Les récits abondent sur ce sujet.

Nous reproduirons le tableau suivant, qui est l'un des plus réalistes et émane d'Alfred Franklin :

« L'imagination a peine à se représenter aujourd'hui l'aspect qu'offraient alors les rues de Paris. Point de pavé, un sol inégal, détrempe, boueux, sans cesse couvert de gravois et d'ordures; aucun moyen d'écoulement pour les eaux ménagères qui croupissaient, mêlées aux plus repoussantes immodices. Impraticable en hiver pour les chariots, ce sol imprégné de dépôts fétides, exhalait en été d'épaisses et nauséabondes vapeurs qui montaient entre les habitations... ».

Limitons ici cette description suffisamment édifiante. Ajoutons toutefois, pour être impartial, que ce tableau est celui de Paris avant la fin du onzième siècle et qu'à cette époque, il n'existait pas encore de règlements de police sanitaire.

Le premier en date est, en effet, celui par lequel Philippe Auguste décida, en l'an 1184, de faire paver les rues de Paris pour des motifs longuement développés par Ricard, dans sa « gesta Philippi Augusti ».

Pour bon nombre d'auteurs, cette première intervention de l'Etat dans le domaine de l'hygiène publique constituerait l'origine de notre règlement sanitaire urbain.

D'autres y voient la meilleure preuve que les problèmes d'hygiène se posaient déjà à cette époque avec une vive acuité, puisque l'autorité s'inquiétait d'une situation à ce point critique qu'elle l'obligeait à prendre des mesures énergiques et fort coûteuses.

Si le premier règlement de police sanitaire vit le jour en 1184, il fallut cependant attendre jusqu'au mois de février de l'année 1348 pour voir apparaître le second, qui fut la célèbre ordonnance sur la voirie, que Jean le Bon rendit à la sollicitation de son voyer Pierre.

Elle contenait cette fois des prescriptions bien plus nombreuses et bien plus précises que la précédente et témoignait de la part de ses auteurs un véritable esprit d'hygiéniste.

Elle visait la propreté des rues, leur balayage, l'écoulement des eaux, ordonnait le transport des boues et ordures en des endroits déterminés et renouvelait l'interdiction de laisser les pourceaux chercher leur nourriture sur les voies de circulation. On se rappelle, en

effet, qu'en 1131, Philippe, fils aîné de Louis le Gros et héritier présomptif de la Couronne, fut renversé de son cheval par un de ces animaux et qu'il mourut des suites de ses blessures.

Un des points les plus saillants de cette ordonnance est l'institution d'amendes en cas d'infraction et ce fait nouveau paraît à notre avis hautement significatif à un triple point de vue :

D'abord, historiquement, il scelle, en France, l'union de la Police et de la Salubrité, qui se poursuit encore de nos jours et ne semble pas de si tôt vouloir se rompre.

Ensuite, psychologiquement, il nous révèle que les mesures d'hygiène, même les plus sages et les plus évidentes ne s'imposèrent jamais spontanément à l'esprit humain, puisque l'on devait constamment brandir le spectre de la contrainte menaçante pour en obtenir l'exécution, contrainte morale, lorsque l'obligation émanait de Dieu, comme dans la religion mosaïque, contrainte matérielle lorsque les prescriptions sanitaires étaient édictées par des lois humaines, comme au cas qui nous occupe.

Enfin, pratiquement, il donne à cette ordonnance une portée effective, puisque l'inobservation de ses dispositions doit être punie.

Consultons, à cet effet, le recueil des ordonnances royales du quinzième siècle : 1350, 1356, 1390, 1392, 1395, 1396, 1399, autant de dates qui ont vu édicter de nouvelles mesures relatives à la voirie.

Mesures différentes ? pourrait-on croire.

Il n'en est rien; toutes reproduisent presque intégralement le texte des précédentes et se bornent à le

sanctionner de peines plus rigoureuses en cas d'infraction.

Mais le pouvoir royal s'aperçut bientôt qu'il s'attaquait à une puissance qui lui était de beaucoup supérieure : l'inertie de la population en face des exigences de l'hygiène.

Aussi changea-t-il bien vite de méthode :

Après avoir constaté la complète inefficacité de ses ordonnances, même sanctionnées par des peines de jour en jour plus sévères, il comprit qu'il devait en prendre son parti et que, le particulier se refusant obstinément à tous travaux de voirie, il ne restait plus à l'Etat qu'à prendre ces travaux à sa propre charge.

En conséquence, avant la fin du siècle, le nouveau régime entraînait-il déjà en vigueur.

Cet exemple doit être pour nous un précieux enseignement : En effet, si, chez un peuple aussi soumis que le fut celui du Moyen Age, une autorité aussi tyrannique que celle d'alors n'est pas parvenue à imposer des mesures de salubrité d'une réelle simplicité et d'une nécessité évidente, que reste-t-il donc à espérer désormais, pour une autorité débonnaire, d'un peuple plus indépendant qu'elle serait obligée cependant d'astreindre à une réglementation d'une complexité sans cesse croissante.

La substitution de l'Etat à l'initiative privée était donc la seule solution rationnelle.

Le Moyen Age a su la trouver; retenons-le, en nous réservant de recourir à un procédé aussi héroïque en cas d'échec d'autres méthodes.

Enfin, l'aération des agglomérations en général et de leurs rues en particulier n'avait point échappé à

l'attention des autorités médiévales; mais cette question, quelque importante qu'elle fût, était subordonnée à deux autres préoccupations plus vitales encore : les dispositions d'ordre stratégique et les conditions économiques ou commerciales, comme la proximité de grandes voies naturelles de communication.

Lorsqu'aucune objection n'était soulevée en ce qui concerne ces deux derniers points de vue, on peut admettre que l'on se soit enquis de l'avis d'un médecin avant de déterminer l'endroit précis de l'édification des constructions, ainsi que de leur orientation.

Cette hypothèse un peu osée ne doit pas être taxée d'invraisemblance.

Pratique, pondéré, économe et parfait organisateur, le Moyen Age ne s'aventurait jamais à la légère dans une entreprise, surtout lorsqu'elle était lourde de responsabilités. Qu'on veuille bien se souvenir de l'appel constant qu'il adressait aux spécialistes, à l'opinion desquels il se conformait toujours, consultation d'autant plus facile d'ailleurs que les groupements par corporation constituaient pratiquement des commissions d'experts constamment prêtes à fonctionner sans délai.

Si l'on ajoute à ces considérations que la médecine, fortement inspirée de Galien attachait un intérêt capital et même parfois abusif aux facteurs physiques, tels que la nature du sol, l'humidité, le vent et la chaleur, on admettra aisément l'hypothèse logique du choix raisonné de l'emplacement et de l'orientation des villes, en conformité des exigences de l'hygiène urbaine.

D'ailleurs, si nous n'avons pu trouver des documents formels, susceptibles de venir à l'appui de cette pré-

somption, nous rappellerons cependant que, dans son « Régime du Corps », dont nous avons déjà parlé, Maître Aldebrandin, sur les vingt chapitres que compte son ouvrage, en consacre un entier à cette question : « Comment on doit connaître les lieux et les villes pour y demeurer sainement », et qu'il traite encore de ce sujet dans trois autres chapitres.

Une fois l'emplacement de l'agglomération déterminé, il restait à orienter les rues et les maisons en vue de leur aération.

Bien des détails nous révèlent encore que le Moyen Age y avait sérieusement réfléchi. Mais, comme il devait compter avec un état de guerre à peu près constant, il a été contraint de prendre des mesures radicalement opposées à une solution satisfaisante de cette question : l'enserrement de toutes les habitations dans des murailles le plus étroites possible, afin d'en faciliter la défense, et d'autre part, la suppression ou du moins la réduction au minimum de toutes les ouvertures sur les façades tournées vers les remparts.

Il est toutefois intéressant de remarquer que les murs des maisons opposés à ces remparts étaient au contraire percés du plus grand nombre possible de portes et de fenêtres, ce qui prouve bien que, conformément à notre opinion, le Moyen Age s'était incontestablement préoccupé de l'aération et avait cherché à y satisfaire dans toute la mesure compatible avec les nécessités impérieuses de la défense.

Il serait superflu d'exposer les nombreux inconvénients que pouvait engendrer l'enserrement des habitations dans des espaces restreints.

Pour ne citer que les principaux, disons que le souci

de réduire au minimum la superficie des villes entraîna la suppression des places publiques, la réduction de la largeur des rues et, par suite, la construction des édifices en hauteur, conséquences imposées aux constructeurs modernes par la cherté du terrain dans le centre des grandes villes.

Ajoutons que les préoccupations d'ordre militaire imposaient à chaque ville un plan de rayonnement autour d'un centre de rassemblement d'où les défenseurs puissent, aisément accourir aux murailles en cas d'alerte.

Ce dispositif qui répondait à un intérêt vital, contraignait donc à négliger les mesures habituellement adoptées pour soustraire les rues et les façades à l'action du soleil, du vent dominant et de la pluie.

La Cité de Carcassonne en est un exemple frappant.

Cependant, malgré ces difficultés, le Moyen Age chercha à concilier de son mieux le point de vue hygiénique et le point de vue stratégique.

C'est ainsi que, d'après Lavedan, incontestablement reconnu comme le meilleur technicien dans l'art d'interpréter les plans urbains, il faudrait voir dans la disposition non rectiligne des rues de certaines villes telles que Marseille, Aiguemortes, Boulogne-sur-Mer, un moyen de lutter contre les ennuis du vent dominant.

Cet auteur estime d'autre part que, si l'étroitesse des rues du Midi, ainsi que leur tracé sinueux, avaient été inspiré par le souci d'utiliser au maximum le terrain à bâtir et d'éviter, en cas d'attaque, la brusque pénétration de l'ennemi, ils devaient aussi être considérés comme un moyen efficace de protection contre un soleil gênant, prenant en enfilade toute la longueur d'une avenue.

Cette manière de voir se trouve sérieusement confir-

mée par la comparaison des villes méridionales, dont Cahors pourrait être le type, avec les importantes agglomérations du Nord.

On serait tenté de se demander comment, dans ces conditions d'aménagement, les populations des villes n'ont pas eu à souffrir davantage des épidémies qui les ont d'ailleurs bien éprouvées.

Lavedan nous en donne l'explication suivante :

« L'agglomération, dit-il, malgré ses rues étroites et souvent obscures, est une véritable cité-jardin. Si les villes du Moyen Age ont pu vivre malgré des conditions sanitaires qui nous paraissent insupportables, c'est qu'elles ont bénéficié d'une admirable aération. »

A l'appui de son opinion, il nous parle de l'emplacement considérable réservé aux espaces privés non bâtis dont l'étendue suppléa aux imperfections de la voirie.

Il n'existait cependant alors ni terrains de sport, ni dispositifs analogues susceptibles de remédier à la faiblesse des organismes. Le Moyen Age n'en avait pas besoin. L'atmosphère urbaine y était foncièrement saine en raison 1° de l'interpénétration de la ville et de la campagne et 2° l'inépuisable réserve d'air que constituaient les couvents.

On a hélas trop tendance à se représenter les cités médiévales à l'instar de nos villes modernes. Dans le haut Moyen Age, les agglomérations appartenaient au type agricole et elles conservèrent longtemps ce caractère.

Ginot nous apprend qu'au treizième siècle, à Poitiers, presque toutes les maisons possédaient un verger et

que les vignes occupaient plus des deux tiers de la ville.

Pfister, dans son « Histoire de Nancy », nous parle également de champs labourables « ès rues de Nancy », au quinzième siècle.

L'élevage, soit du bétail individuel, soit du troupeau communal, vient encore renforcer cette opinion, ainsi que l'appellation de certaines rues de nos anciennes cités. Notons, par exemple, à Strasbourg, la rue du Bétail, la rue des Bœufs, la rue des Bestiaux et la rue des Veaux.

Lorsque l'âge agreste disparaît, pour faire place au commerce et à l'industrie, s'introduit alors dans les villes l'immense réserve d'air que constituent les couvents. Au treizième siècle, en effet, on voit les deux grands ordres mendiants, les Frères Prêcheurs de Saint Dominique et les Petits Frères de Saint François, d'abord installés dans les faubourgs, parvenir jusqu'au centre des villes et compenser l'exiguïté des rues par l'air pur des vastes jardins de leurs couvents, construits sur le modèle de la « villa rustica ».

Si l'on tient compte en outre de la qualité de l'air de ces précieuses réserves, exemptes de toutes vapeurs toxiques, qui venaient purifier les émanations viciées des rues étroites et sinueuses, et suivant la comparaison de Pierre Lavedan, étaient aussi indispensables à la ville que les poumons à notre corps, on conçoit aisément que les populations médiévales aient eu moins à souffrir qu'on serait tenté de le croire de l'insuffisance de leur hygiène, conséquence de leurs préoccupations stratégiques.

Il convient d'ailleurs de remarquer que, chaque fois

que l'intérêt militaire n'était pas en jeu, aucune mesure de salubrité n'était négligée.

Ainsi que nous l'avons déjà déclaré, il n'est pas dans nos intentions d'étendre notre étude aux nombreuses autres questions secondaires envisagées par le Moyen Age, en dehors des trois principaux problèmes que nous venons d'examiner.

Nous ne croyons cependant pas pouvoir nous dispenser de dire quelques mots de l'une d'elles, qui a particulièrement retenu l'attention des autorités de cette époque; nous voulons parler de la localisation et de l'isolement des établissements dont la proximité pouvait être considérée comme nuisible à la santé publique, savoir : certaines industries, les abattoirs, les tanneries, les cimetières, etc.

Pour tous, les mesures étaient les mêmes : le groupement dans un quartier déterminé ou l'éloignement des agglomérations.

Ce souci de réunir les mêmes commerces ou industries présentant des dangers identiques nous est révélé par l'appellation de nombreuses rues qui a été maintenue à travers les siècles. Pour ne citer que deux exemples, nous indiquerons la rue des Boucheries à Limoges et la rue des Chaudronniers à Toulouse.

A Saint-Antonin, à Viviers, on trouve encore la preuve que, dès le Moyen Age, les tanneries avaient été placées à l'extérieur de la ville.

R. Latouche nous relate dans « La Vie en Bas Quercy », qu'en 1345, avant d'établir un marché aux cuirs à Béziers, le roi fit procéder à une véritable enquête de comodo et incommodo, dont le but était nettement exposé dans cette formule : « Quare nos talibus

periculis abviare et saluti humani corporis quantum possumus succurrere cupientes ».

D'autre part, Raoul de Presle, d'après Leroux de Lincy, rappelle que les cimetières et les boucheries étaient situées hors ville « pour les Punaisies et pour les corruptions eschiever ».

Un document de police judiciaire datant de 1366 interdit de tuer les bêtes dans les cités et oblige les bouchers à s'installer sur les bords des rivières et il apparaît que ces prescriptions étaient observées, puisque les archives d'Amiens nous apprennent qu'en 1477, une amende a été infligée à un boucher pour avoir tué chez lui. Remarquons, en effet, qu'Amiens possédait depuis 1282 un abattoir établi à la limite extérieure de la ville.

A Châlons, en 1426, les barbiers-chirurgiens étaient astreints à ne laver leur matériel qu'en deux endroits de la rivière situés en aval des habitations. De même, en 1498, il était défendu aux maréchaux de ferrer et de saigner les chevaux dans la rue et leurs forges furent reportées en dehors de l'agglomération.

Enfin, dès 1196, on avait compris l'utilité de placer les hôpitaux extra muros et il a fallu attendre jusqu'à ces dernières années pour voir reprendre cette excellente idée.

Les Seigneurs de Vayrols avaient donné aux Templiers une maison en plein cœur de la ville de Cahors. Comme on y recevait beaucoup de malades contagieux, ils ajoutèrent à leur donation, par pure raison de salubrité, le château qu'ils possédaient à quelque distance des remparts.

Ce fait, particulièrement significatif, est extrait de l'histoire du Quercy de Lacoste (Cf. P. Lavedan).

Il résulte de ce rapide examen, que, sous le régime médiéval, l'ouverture des établissements classés exigeait déjà une autorisation qui n'était accordée qu'après enquête.

Nous nous plaisons à penser que ces exemples, qu'on pourrait multiplier en compulsant les archives d'autres villes anciennes, suffiront à prouver que, conformément à notre opinion, le Moyen Age avait un véritable esprit d'hygiéniste.

Nous croyons donc pouvoir affirmer en terminant, avec Pierre Lavedan, dont l'autorité est incontestable, qu'avec toutes les mesures relatives à la voirie et à l'éloignement des industries insalubres du centre des villes, on constituerait un code parfait de police sanitaire.

Nous espérons être parvenu à renforcer cette conviction !

3° HYGIÈNE INTÉRIEURE DE L'HABITATION

Après avoir étudié l'état sanitaire général des cités médiévales, nous manquerions à l'esprit critique le plus élémentaire si nous n'examinions maintenant quelle pouvait être l'hygiène intérieure de l'habitation.

Les quatre conditions principales de la salubrité d'une maison consistent dans son aération et son chauffage, son éclairage, et l'évacuation de ses déchets.

La ventilation des appartements ne semble pas avoir fait l'objet de recherches bien spéciales. Tout porte à croire que la rusticité des boiseries des portes et des fenêtres n'aurait guère permis une solution satisfaisante de la question, si les cheminées, avec les proportions monumentales de leur manteau, n'avaient déjà atteint et même dépassé le but poursuivi.

Si l'on considère d'ailleurs que l'absence de dispositif collectif, analogue à notre chauffage central, rendait absolument indispensable l'existence d'une cheminée dans chaque pièce, on demeure convaincu qu'aucune de ces pièces ne pouvait pécher par défaut d'aération.

Dans le cas où la nécessité s'en serait fait sentir, il n'est pas exagéré de penser qu'on y eut remédié en construisant de vastes hottes exclusivement destinées à la ventilation et en contact direct avec le toit, ainsi qu'on le faisait pour les cuisines quand celles-ci ne possédaient pas déjà tout un plafond en coupole ou en tronc de pyramide, dont le sommet s'ouvrait largement

à l'air, au moyen d'une sorte de lanterne des morts, réalisant le dispositif si souvent employé dans nos laboratoires de chimie.

Quant au problème de la thermalité, il comprend le chauffage proprement dit et, ce qu'on appelle aujourd'hui, par un néologisme assez expressif, la climatisation de l'air.

Sur le chauffage, il n'y a que bien peu de choses à dire, si ce n'est qu'il était le plus souvent réalisé par la combustion du bois, rarement par celle du charbon de bois et encore moins fréquemment par celle du charbon de terre.

Le chauffage au bois possède encore de nombreux partisans estimant qu'il ne fournit jamais une chaleur excessive, ne dégage pas d'odeurs, ne dessèche pas l'atmosphère, ne donne pas de maux de tête et procure par son agréable flamboiement une impression purement subjective de chaleur qui vous réchauffe jusqu'à l'âme.

Quand on voit les énormes difficultés d'aération et d'humidification obligatoires, jointes à la complexité de répartition des éléments chauffants, auxquelles donnent lieu les dispositifs modernes de chauffage central, on est en droit de se demander si nos ancêtres, en alimentant leurs foyers avec du bois, n'avaient pas résolu le délicat problème du chauffage hygiénique.

En ce qui concerne la climatisation de l'air, on surprendrait fort les ingénieurs qui ont réalisé des appareils complexes pour dépoussiérer, humidifier, réchauffer ou réfrigérer l'air de nos salles de spectacles, si on leur apprenait qu'au Moyen Age on s'était déjà préoccupé de cette question.

Sans doute, à cette époque, on ne pratiquait pas le dépoussiérage, car, en l'absence de fumées industrielles, le besoin ne s'en faisait pas sentir.

Il était donc alors inutile de recourir à l'usage de filtres, de barboteurs ou d'ionisateurs pour fabriquer, comme de nos jours, un air artificiel, dépourvu de microbes, mais fade et privé de vie, qui doit d'ailleurs être aussi peu favorable à nos poumons que l'eau distillée à notre estomac.

Cependant on s'efforçait déjà de corriger les imperfections de l'atmosphère en l'équilibrant sous le rapport de la température et de l'humidité.

C'était là une vieille persistance de la grande tétrade galénique en chaud ou froid respectivement associé à humide et sec.

Un air était-il, par exemple, froid et sec ? On s'empressait de le réchauffer et de l'humidifier afin de le rendre normal : Le principe de la « climatisation » était posé. Pour obtenir ce résultat, on avait la faculté d'allumer du feu dans la pièce et d'y étendre des draps imprégnés d'eau.

Cette mise au point une fois opérée, on tentait de rendre l'air salubre, en faisant disparaître les mauvaises odeurs qu'il pouvait contenir, le plus souvent en les masquant au moyen de parfums plus pénétrants. C'est ainsi que, pour lutter contre l'air empesté des marais, on aspergeait la pièce de vinaigre aromatisé.

D'autre part, les conditions d'éclairage diurne et nocturne de l'habitation n'avaient pas échappé aux préoccupations de nos ancêtres du Moyen Age.

Pendant le jour, on utilisait dans la plus large mesure possible la clarté solaire, dans la limite imposée par

les nécessités stratégiques. Si, en effet, la façade donnant sur les remparts était dépourvue d'ouvertures ou ne possédait que de très étroites lucarnes, les autres, et notamment celle s'élevant vers le donjon, dans les châteaux forts, étaient percées de larges baies, laissant à la fois pénétrer la lumière et l'air.

La nuit venue, le problème de l'éclairage était résolu au moyen de lampes à huile aux lueurs reposantes.

Sans doute, nous avons obtenu de nos jours, grâce à l'électricité, une luminosité beaucoup plus intense, mais les hygiénistes modernes s'élèvent fort contre ses radiations ultraviolettes, très dangereuses pour nos yeux, et ils préfèrent le mode d'éclairage au gaz, au pétrole ou à l'huile. Toutes leurs faveurs vont à la lampe à huile, dont la flamme, riche en rayons jaunes, fournit une lumière douce et agréable à l'œil, auquel cette couleur convient le mieux.

Ses partisans ajoutent même qu'elle évite les risques d'intoxication par l'oxyde de carbone du gaz, les maux de tête provenant des odeurs du pétrole et qu'elle a en outre l'avantage de dégager très peu de chaleur.

Si nous voulons juger en hygiénistes, nous devons donc reconnaître que le Moyen Age employait un dispositif bien préférable au nôtre.

Les ophtalmologistes nous assurent d'ailleurs que si nos ancêtres avaient utilisé l'électricité, si nocive pour nos yeux, nous serions sans doute aveugles depuis longtemps. Espérons que nous ne nous rendrons pas responsables d'un tel méfait envers notre descendance et que le progrès, s'il n'est pas toujours une amélioration dans le domaine de l'hygiène, saura cependant nous fournir des dispositifs appropriés de filtres correcteurs.

Nous examinerons enfin l'importante question de l'évacuation des déchets domestiques.

Des égouts privés, nous apprend Enlard, étaient souvent aménagés sous les maisons du Moyen Age. Il en existait même de très spacieux notamment sous certaines abbayes et sous le Palais d'Avignon.

Comme les échevinages manquaient la plupart du temps de ressources pour construire des égouts publics, bien des habitations manquaient d'issue pour leurs immondices.

On avait recours, dans ce cas, aux puits perdus, lorsque le terrain était assez perméable, ou à des fosses maçonnées qu'on pratiquait sous les cuisines et sous les latrines, qu'on fermait le mieux possible et qu'on vidait de temps en temps.

Il fallait alors, comme aujourd'hui, une autorisation spéciale pour ouvrir un passage d'écoulement dans des égouts ou dans des rivières et il fut interdit, dès le treizième siècle, de verser à la rue d'autres eaux que les eaux de pluie. On trouve dans les archives de Toulouse la trace d'une telle prescription qui sera également inscrite plus tard dans l'ordonnance royale sur la voirie de 1348.

Quant aux matières fécales, il est de tradition de croire qu'on les jetait par les fenêtres et qu'on les trouvait dans les rues, à proximité des porches ou dans des coins dissimulés.

On ne peut certes pas prétendre que de telles mœurs n'existèrent pas au Moyen Age; mais on est en droit d'affirmer qu'elles étaient exceptionnelles, eu égard au nombre des prescriptions qui condamnaient ces agissements et à la multiplicité des sièges de latrines. On se

souvent, en effet, que dès le onzième siècle, l'hôtel de l'Abbaye de Cluny possédait 40 sièges, soit un pour chaque lit, et qu'au quatorzième siècle, l'Hôtel de Bourgogne à Paris avait un cabinet d'aisance en annexe à chaque appartement.

A en juger par l'abondance des termes employés pour les désigner, on peut penser que les latrines étaient assez répandues à l'époque médiévale.

Les expressions les plus usitées étaient : « privés », « nécessaires », « longaignes », « bostrés », « latrines », « lieux secrets », « chambres secrètes », « chambres basses », « chambres courtoises », « bois troués », « retraits », « chaises percées », « selles nécessaires », « chaises à retrait », « selles ou chaises aisées » ; mais bornons ici cette énumération qu'on pourrait encore prolonger.

Les appareils mobiles ne sont autres que la classique chaise percée, munie d'un vaste bassin en cuivre, placé sous un siège garni de velours, de cuir ou de drap, plus ou moins précieux, selon les ressources du propriétaire. On trouve sur ce sujet tous les détails désirables dans l'Appendice de l'ouvrage de Franklin sur l'Hygiène, où l'auteur passe en revue les chaises des personnages célèbres.

On peut se demander quelle était la valeur hygiénique de tous les dispositifs employés pour l'évacuation des ordures.

Le puits perdu, dont on retrouve encore la trace dans des maisons à Riom, à Montreuil-sur-Mer et dans le palais de Jacques Cœur à Bourges, qui date du quinzième siècle, est le procédé le plus nuisible à la santé publique. Il menace toujours, en effet, d'infecter une

nappe aquifère sous-jacente, à moins de rencontrer une épaisse couche filtrante de sable.

Quant aux fosses, si, comme Enlart veut bien nous le dire, elles étaient solidement maçonnées, bien étanches et recouvertes en outre d'une terrasse avec une trappe dont la fermeture était le plus hermétique possible, pour ne laisser exhaler aucune odeur, elles ne devaient certainement présenter aucun danger et étaient supérieures à beaucoup de fosses non couvertes, qu'on rencontre encore fréquemment aujourd'hui à la campagne non loin des habitations et qui, par leur odeur fétide sont pendant l'été un centre de rayonnement des mouches et autres insectes.

Les puits perdus ne manquent d'ailleurs pas de nos jours dans diverses régions et cette constatation doit nous porter à l'indulgence pour le Moyen Age qui ne possédait pas nos connaissances sur les causes des épidémies de typhoïde, souvent provoquées par la pollution des nappes d'eau souterraines.

Si nous en croyons d'autre part certains de nos contemporains dignes de foi, la coutume de jeter par les fenêtres le contenu des récipients domestiques remplis d'urine ou de matières fécales existerait encore dans diverses parties du massif central et du Midi de la France, où souvent les maisons ne possèdent pas de cabinets, ou bien n'en ont que pour les visiteurs ou pour les étrangers de passage.

Cette comparaison entre les errements suivis à l'époque médiévale et les mœurs de certaines de nos contrées est loin de marquer un progrès et on doit reconnaître en toute équité, que nos ancêtres, malgré l'infériorité de leur savoir, n'ignoraient rien des principes de l'hygiène.

4° HYGIÈNE SOCIALE

Comme le terme d'hygiène sociale ne date que d'un demi-siècle à peine, on a une tendance bien naturelle et assez excusable à ne faire remonter qu'à la même époque l'origine de cette branche de l'hygiène.

Il est inutile d'insister sur l'inexactitude d'une telle interprétation, car on n'a pas oublié que les « Xenodochia » du quatrième siècle sont les ancêtres de nos hôpitaux et, dès l'an 325, on trouve trace, dans le Concile de Nicée, du souci d'hospitalisation des pauvres et des infirmes.

Ce serait d'ailleurs faire preuve d'irréflexion que de considérer les générations du Moyen Age, éminemment catholiques, comme ne s'étant pas préoccupées de la santé de leur prochain dans un but pleinement désintéressé, sans même avoir, comme de nos jours, la pensée que c'est un peu notre santé que nous soignons, en même temps que nous venons au secours du voisin. « Le grand agent de salut social aux cinquième, sixième et septième siècles, nous dit Littré, ce fut l'Eglise ».

Nous commencerons ce chapitre en passant rapidement en revue les hôpitaux de l'époque médiévale, sans d'ailleurs en faire l'historique, en les considérant en hygiéniste et en examinant leur importance et leur disposition.

Puis, nous jetterons un coup d'œil sur la prophylaxie des grandes épidémies.

Nous envisagerons ensuite les problèmes touchant l'hygiène du premier âge, l'allaitement et les enfants en nourrice.

Enfin, nous terminerons par un bref aperçu de la prostitution, d'abord problème d'hygiène morale, qui se rattacha bientôt à l'hygiène sociale, en raison de la prophylaxie de la siphylis.

Pendant tout le Moyen Age, les hôpitaux dépendent de l'Eglise. Ils sont construits par des religieux qui les installent souvent dans leurs propres couvents et leur fournissent les fonds et le personnel nécessaires. On se rappelle, à cet égard, le rôle du prêtre dans la conduite d'un lépreux à sa demeure isolée du monde.

Il faut attendre le règne de François I^{er} pour voir le début d'une centralisation et d'une laïcisation.

La centralisation consista dans la création du « Bureau général des Pauvres » qui devait prélever la taxe annuelle sur les « princes, seigneurs et riches bourgeois », afin de venir en aide aux pauvres et aux malades.

Quant à la laïcisation, elle se manifesta par le retrait de l'administration de l'hôtel Dieu aux prêtres, pour la confier à huit bourgeois élus par les échevins en 1505.

Relativement peu nombreux à l'époque des Mérovingiens, où l'on remarquait notamment l'hôtel Dieu de Lyon (en 542) et celui d'Autun (en 604), les hôpitaux prirent une forte extension sous Charlemagne et l'ordre de Saint Benoit contribua beaucoup à leur construction.

En 816, le Concile d'Aix-la-Chapelle édicta la disposition suivante : « Les évêques établiront un hôpital pour recevoir les pauvres et lui assigneront un revenu suffisant aux dépens de l'Eglise ». C'est en exécution de cette mesure que fut édifié l'hôtel Dieu de Paris en 829.

Cet essor continua sous Saint Louis, qui fonda les Quinze Vingts en 1254. De cette époque date aussi l'hôpital de Tonnerre (1293), qui est encore bien conservé.

Mais, avec la Renaissance, les hôpitaux, les léproseries et les lazarets cessent de répondre aux nécessités de la situation, d'abord parce qu'on assiste alors à l'affaiblissement de l'influence religieuse et de l'esprit de charité, ensuite parce que les épidémies deviennent plus graves et plus étendues et font affluer vers les grandes villes un plus grand nombre de mendiants.

Ainsi, tandis qu'à la fin du treizième siècle on comptait, d'après Matthieu Pâris 19.000 hôpitaux ou ladrerries dans les pays chrétiens, dont 2.000 pour la France, nous ne posséderons plus que 1.708 hôpitaux et hospices à la fin du dix-neuvième siècle.

Louis Martin et Dujarric nous rapportent en ces termes ce qu'était l'installation de ces établissements au point de vue hygiénique : « Ce qui nous reste de la maladrerie de Tortoir qui remonte au quinzième siècle, nous montre que le plan des hôpitaux était conçu dans un excellent esprit, puisqu'on y pratiquait l'isolement individuel des malades et qu'on mettait à leur disposition un cube d'air énorme ».

De son côté, le Professeur Th. Weyl nous expose : « Les hôpitaux du premier Moyen Age étaient dans le vrai sens du mot des installations très hygiéniques,

donnant aux malades un espace clair et facilement aéré et des soins assidus ».

L'importance de ces affirmations ne saurait nous échapper, si nous tenons compte des qualités d'hygiénistes reconnues à ces deux auteurs et de l'intérêt qu'ils ont apporté à la question des hôpitaux.

On sait que ces derniers étaient le plus souvent situés sur le bord des rivières, qui leur servait de tout-à-l'égout, en aval des agglomérations et loin de celles-ci.

Ils étaient toujours constitués par un seul bâtiment, sans étage, entouré de vastes jardins.

Leurs différents services étaient répartis en pavillons séparés, sans aucune communication, découverte qu'on a tendance à attribuer au vingtième siècle, alors qu'on trouve cet aménagement dans un plan du monastère de Saint-Gall, qui remonte à 820.

On y comptait des pavillons spéciaux pour purgations, pour saignées, ou autres traitements, pour bains, cuisine, logement des médecins et pharmacie.

Intérieurement, les salles sont assez semblables à des nefs d'églises et sont éclairées par de vastes fenêtres s'élevant jusqu'au plafond et servant de portes du côté du jardin.

A l'hôtel Dieu de Paris, ce sont des fenêtres spacieuses et claires, s'ouvrant, bien au-dessus des lits, au moyen de poulies et de loquets à ressort.

A l'hôtel Dieu de Tonnerre, des ouvertures sont pratiquées dans les lambris pour faire appel d'air, sans créer de courants d'air.

A l'hôtel Dieu de Beaune, édifié en 1443, on remarque, à la tête de chaque lit, un petit placard où étaient disposés les objets utiles au malade. Ailleurs, on voit

de petites niches destinées à la lampe de nuit individuelle.

Presque toujours, les lits sont séparés par des cloisons en bois, soit fixes soit mobiles, ce qui prouve bien qu'on avait déjà compris toute la valeur de l'isolement en boxes, comme on tend actuellement à le réaliser de plus en plus.

Si nous nous attardons à ces quelques détails, c'est qu'on a l'habitude d'imaginer les hôpitaux du Moyen Âge comme répondant moins aux principes de l'hygiène que ceux des siècles ultérieurs.

Or c'est là une erreur fondamentale.

Qu'on se rappelle, en effet, le compte rendu que Tenon fit à l'Académie des Sciences en 1788, sur l'état de l'hôtel Dieu de Paris. A cette époque, en raison de l'exiguïté des locaux, on arrivait à coucher six malades dans le même lit, en les disposant, trois à la tête et trois au pied de ce lit.

Le célèbre chirurgien calcule qu'il ne restait ainsi que dix pouces, soit vingt-trois centimètres par malade, ce qui empêchait tout mouvement et engendrait une chaleur insupportable. En ce qui concerne la propreté des salles, il nous apprend que la vidange des bassins se faisait dans la pièce même et que, lorsque par suite d'une maladresse, on en renversait le contenu par terre, ce qui arrivait fréquemment en raison de l'obscurité, les anfractuosités du sol, très inégalement carrelé, ne permettaient pas de le ramasser.

Dans de telles conditions, les parasites régnaient en maîtres et tous les malades contractaient la gale.

« Les personnes guéries reçoivent, en sortant, leurs vêtements chargés de vermine et de germes conta-

gieux », nous dit toujours Tenon; aussi ne peut-on s'empêcher de rapprocher cette citation de l'exposé suivant, émanant de Camille Enlart, et se rapportant aux hôpitaux du Moyen Age : « La pouillierie était une étuve de désinfection où étaient nettoyées les hardes de ceux qui entraient et qui devaient les quitter en entrant. Tous les reprenaient à la sortie. »

Lorsque les malades étaient contagieux, on brûlait d'ailleurs leurs vêtements .

Les deux principales maladies contagieuses, celles dont le nom seul terrorisait les populations, sont la peste et la lèpre.

Nous ne parlerons pas de leur traitement, mais nous examinerons uniquement les mesures prophylactiques auxquelles elles ont donné lieu et qui, comme de nos jours, comportaient le dépistage ou déclaration, l'isolement et la désinfection.

Lors de la menace d'une épidémie, on faisait en petit ce que l'Italie faisait en grand en fermant sa frontière du côté où pouvait venir la contagion. Chaque ville en France interdisait son entrée à toute personne arrivant d'une localité suspecte de peste.

A Albi, en 1463, on laissa, six mois durant, des gardes à la porte de la ville pour effectuer cette surveillance. On prit la même précaution à Nîmes, en 1468 et 1481, puis à Agen.

Nos ancêtres s'étaient livrés à de sérieuses observations sur les causes de la peste. Ils ne connaissaient pas son origine marine ; mais voici ce que disait à ce sujet, en 1255, Maître Aldebrandin, médecin de la comtesse Béatrix de Provence, dont la fille, Marguerite de Savoie,

devint reine de France par son mariage avec Saint Louis :

« Tels changements font venir pestilence que les phisiciens appellent ypidémie, mais n'est jamais aussi péreux ni aussi mortelle que celle qui vient de la corruption de l'air. Ces pestilences adviennent plus en septembre qu'en autre saison de l'année, spécialement quand vous verrez que le vent emporte souvent en l'air la clarté des étoiles, qu'il semble qu'elles vont tomber et une grande flamme de feu qui semble être au ciel et quand l'été d'avant aura eu moult grandes pluies et que l'air sera tous les jours épaissi de nuages et que les vents du midi ventoseront assez, ou que les airs sont en repos... que grenouilles et crapauds sortent du sol en grande abondance et que souris, rats et autres mêmes bêtes sortent des fosses, ce sont signes de la pestilence qui doit advenir ».

Il est donc certain qu'on faisait alors le rapprochement entre les « ypidémies » de peste et l'apparition des rats. Quant aux autres observations, il nous a paru utile de les citer, car elles font allusion aux facteurs telluriques et astraux qu'il faudrait envisager d'après les toutes dernières théories de l'épidémiologie pour expliquer le cycle si régulier des maladies épidémiques qui reparaissent avec une périodicité si troublante qu'on a eu l'idée de les rattacher à l'apparition des taches solaires ou autres manifestations cosmiques.

Cette conception parviendra peut-être un jour à réhabiliter notre faculté de médecine de Paris, qui se fit si mal juger lorsqu'elle donna cette explication de la peste en 1450 : « La conjonction pestifère et ruineuse d'aucuns astres ou aspect maling des estoiles ».

En vue d'enrayer la terrible maladie, le Parlement fit fermer les établissements de bains en 1450. De son côté, la faculté de médecine interdit la représentation des Mystères qui étaient donnée dans les cimetières.

Il était d'autre part défendu aux pestiférés d'entrer dans les églises ou de faire du commerce. On ne pouvait transporter de la literie ou tous autres objets ayant appartenu à des malades, ni les mettre en vente, ni les exposer aux fenêtres. Il était prohibé de vider à la Seine le sang de leur saignée.

Lorsque les épidémies prirent un caractère plus grave on ferma les églises et on dit la messe sur les places.

Diverses règles devaient en outre être observées :

D'abord, on obligea toute personne qui avait connaissance d'un cas de peste à le dénoncer.

On envoyait alors sur place un médecin, car la faculté de Médecine avait nommé quatre médecins, aux honoraires de 300 livres parisis, qui devaient se consacrer exclusivement aux pestiférés, deux chirurgiens, payés 120 livres, et deux barbiers touchant 80 livres.

La « Consultation d'un médecin de Montpellier » nous apprend comment il était procédé à cette visite.

A l'arrivée du praticien, le malade était tenu de se recouvrir complètement de son drap, à travers lequel l'examen avait lieu.

On distinguait deux catégories de malades.

Pour ceux qui avaient de la fièvre, le médecin devait maintenir sous son nez une éponge imprégnée de vinaigre pendant toute la durée de la visite.

Pour ceux qui ne présentaient pas de fièvre, le médecin se contentait de porter sur lui du kummel ou de la rue.

Cette discrimination devait correspondre aux deux variétés appelées actuellement peste pneumonique et peste bubonique. La première étant beaucoup plus contagieuse, on prescrit d'ailleurs aujourd'hui au médecin de se préserver la bouche et le nez au moyen d'une compresse de gaze.

On ne saurait méconnaître à ces empiristes un sens d'observation clinique et épidémiologique de tout premier ordre, car on peut dire qu'ils sont les précurseurs de notre méthode actuelle.

On isolait ensuite le malade. On le transportait à l'écart, dans des lazarets appelés « loges, capitelles ou cabanes », le plus souvent en bois, ce qui permettait de les détruire par le feu à la fin de l'épidémie et ce qui était certainement le procédé le plus efficace.

A Paris, c'est à Grenelles qu'on construisit des baraques spéciales. Albi, Agen, Amiens, Saint-Flour, pour ne citer que ces villes, possédaient des lazarets en dehors de l'agglomération. Ceux-ci étaient soigneusement gardés. A Albi, au seizième siècle, par exemple, cinquante arquebusiers en défendaient l'approche.

A Grenoble, on chassait le malade de la ville.

On isolait aussi le personnel, qui était exclusivement affecté à ses fonctions.

C'était au « prévôt de santé » qu'incombait le transport des malades au lazaret. Ce transfert se faisait en chariots jusqu'aux baraques construites dans des champs éloignés de la ville.

Le prévôt portait un uniforme distinctif, avec une croix blanche sur sa casquette noire, ainsi que ses aides chargés de la désinfection et les fossoyeurs.

A Dijon, on appelait « Heredesses » les lavandières

affectées spécialement aux pestiférés et « Maugoguets » les infirmiers et ensevelisseurs. Tous étaient pourvus d'un costume particulier.

A Amiens, où, dès 1464, il existait un chirurgien exclusivement chargé des pestiférés, les fossoyeurs étaient astreints à changer de vêtements avant de rentrer en ville.

Albi et Agen avaient aussi, au quinzième siècle, un personnel salarié préposé aux soins des malades.

Le médecin qui devait les soigner ne le faisait pas de bonne grâce. A Grenoble, on désigna d'office un chirurgien qui devait ne pas désertir, sous peine de mort. Les autres, en ce cas, perdaient définitivement leur privilège.

A Dijon, quiconque avait soigné un pestiféré, devait quitter la ville pour un an.

Le chapelain de la léproserie de Boulogne avait seul le droit d'administrer les sacrements aux malades pestueux.

On isolait en outre les maisons :

Celles où des cas de peste s'étaient déclarés étaient revêtues d'enseignes signalant le danger de contamination. Au quinzième siècle, la ville de Rouen entretenait un personnel spécial de « marqueurs ».

A Nantes, on apposait les scellés.

A Nîmes, les quartiers contaminés étaient interdits et fermés par une palissade.

L'ordonnance de 1531 prescrivait l'apposition d'une croix de bois sur la porte et les fenêtres des maisons où il y avait eu un cas de peste depuis moins de deux mois et quiconque arrachait cette croix devait avoir le poignet tranché sur le champ.

Cette même ordonnance contraignait tout malade ou toute personne soignant un malade à porter un bâton blanc à la main lorsqu'elle se rendait en ville.

Mais nous ne pousserons pas plus loin l'examen de cette mesure qui est postérieure au Moyen Age.

Signalons enfin qu'à Amiens on avait formé un camp de concentration pour les habitants des maisons où était mort un pestiféré.

Tant que les habitations étaient « marquées », il était défendu de les occuper. Elles devaient être au préalable « aérées », c'est-à-dire désinfectées, d'abord par l'aération, puis au moyen de fumigations de genne, d'encens ou autres aromates, et enfin d'aspersions de vinaigre souvent chaud et également aromatisé.

Le linge était désinfecté par des procédés analogues ou même était brûlé.

Ce qu'on nous relate sur la peste, nous le retrouvons pour la lèpre, avec quelques atténuations toutefois, le danger d'extension étant moindre.

Ceux qui étaient suspectés de maladie contagieuse, à la suite d'une dénonciation, étaient l'objet d'un premier examen par le Sacerdotem Leviticum, dont l'avis était ensuite confirmé par le Chapitre.

Des commissions médicales régionales se réunissaient deux fois par an pour statuer sur le cas des malades déjà placés en surveillance. Leur but consistait à revoir les lépreux.

Elles se composaient de médecins, de chirurgiens et de barbiers, et on y adjoignait quelquefois le doyen des lépreux.

Nous ne nous étendrons pas sur les rites, fixés par le Concile de Worms en 868, relativement à l'isolement du

malade, sur la remise de tous ses instruments utiles et de ses habits, ni sur les obligations qui lui étaient imposées.

Signalons seulement comme présentant un certain intérêt la défense de toucher aux sources, de n'entrer dans aucun lieu public, de ne parler à aucune personne avant de s'être mis « sous le vent », l'obligation de ne se servir que de sa vaisselle et de mettre des gants avant de toucher à la corde d'un puits.

A la mort du lépreux, ses biens étaient brûlés, sous réserve toutefois des objets métalliques que l'on ne croyait pas susceptibles de transmettre le mal. Son corps lui-même était brûlé ou enterré dans un cimetière spécial.

De 1313 à 1321, on le brûlait même vif et l'on peut se demander si cette coutume dénuée d'humanité n'était pas déjà l'application d'un principe d'hygiène sociale plaçant l'intérêt de la collectivité au-dessus de celui de l'individu ?

Ajoutons qu'il existait au onzième siècle 218 léproseries en Normandie et en 1225, 2.080 maladredies pour un royaume assez restreint, puisqu'il ne s'étendait que peu au sud de la Loire.

Sans attendre les conseils de J.-J. Rousseau, on s'intéressait déjà vivement à l'élevage des enfants au Moyen Age.

J.-B. Soalhat, qui a consacré sa thèse aux « Idées de Maître Aldebrandin sur la puériculture », démontre qu'au treizième siècle on possédait des notions très exactes sur l'hygiène avant la conception, pendant la gestation et après la naissance.

Il déconseille le coït en état d'ivresse et pose le pro-

blème de la chasteté masculine avec une singulière franchise et une réelle clarté.

Il recommande, d'autre part, le repos à la mère pendant la gestation, avec une bonne nourriture.

Le choix d'une nourrice apparaît déjà à cette époque comme revêtant une importance capitale et l'on est encore une fois émerveillé de cette sagesse, résultant de considérations purement subjectives, qui parvient à compenser l'ignorance quasi totale des véritables notions théoriques de la médecine.

L'une des principales conditions alors requises pour être nourrice était d'avoir environ 25 ans, « car c'est l'âge où la chaleur naturelle est plus forte pour bonne humeur engendrer ».

Or on ne saurait actuellement fixer un âge plus opportun pour l'allaitement.

On sait aussi que les enfants bien nourris s'élèvent mieux et sont de meilleure humeur que les autres.

C'est d'ailleurs de 25 à 30 ans que la glande mammaire de la femme atteint son maximum de rendement et que le lait possède à la fois la qualité et la stabilité.

L'esprit d'observation, qui fit de nos ancêtres d'excellents empiristes, les incita à se préoccuper de la santé de la nourrice : « et soit saine tant com porra plus trover car les maladives nourrices tuent ains droit eure les enfans ».

Quant à la protection de l'enfance, elle faisait l'objet d'une réglementation assez sévère, à laquelle M. Marengo consacra une étude intéressante.

Dès 1284, il existait « des recommanderesses », fem-

mes qui jouaient le rôle de nos bureaux de placement actuels.

En 1350, une ordonnance du roi Jean fixa à 100 sols par an le salaire des nourrices et édicta une amende de 60 sols contre les deux parties contractantes, si elles ne se conformaient pas à ces prescriptions. La recommanderesse touchait elle-même 4 sols payés par les intéressées; mais, si elle indiquait une nourrice élevant déjà un enfant, elle s'exposait à une amende de 10 sols et à la peine de pilori.

L'hygiène et la protection de l'enfance avaient donc retenu toute l'attention de nos ancêtres de l'époque médiévale.

La question de la prostitution n'avait pas davantage échappé aux préoccupations du Moyen Age. Elle n'était pas encore liée à la prophylaxie sociale et constituait alors un problème d'ordre purement moral.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner quelles solutions il provoqua de la part d'un régime autoritaire, profondément moralisateur parce qu'imprégné de catholicisme, et dégagé de tout souci de contamination siphylitique.

Le code d'Alaric II, datant de 506, punissait les prostituées de 300 coups de fouet et les bannissait à perpétuité, le concile d'Elvire, en 305, leur ayant d'autre part refusé les sacrements.

En 788, Charlemagne rendit un édit prescrivant la dénonciation des prostituées. L'homme qui en possédait une dans sa maison, devait l'emmener sur ses épaules jusqu'à la place publique et, s'il ne le faisait pas, c'est lui qu'on emmenait pour y recevoir le fouet.

Philippe Auguste eut l'heureuse idée de circonscrire

le danger pour l'atténuer : il groupa ces femmes dans un quartier, leur donna un chef, le roi des Ribauds, et les dota d'un uniforme. C'est en effet de cette époque que date l'interdiction de porter la ceinture dorée et le proverbe prouve qu'elle n'était pas toujours observée.

Il est curieux aussi de noter comment Saint Louis tenta de réagir contre la prostitution.

Ce roi, qui était bon moralisateur et administrateur avisé, fonda, en 1226, la maison des Filles de Dieu, en vue du relèvement de ces femmes; puis, constatant le peu d'efficacité de cette mesure humanitaire, il changea de méthode en 1254 et institua un régime abolitionniste avec l'application de sanctions qui auraient dû supprimer à tout jamais le mal : toute femme se livrant à la prostitution devait en effet être chassée de la ville et ses biens confisqués.

Cette décision prescrivait littéralement : « que toutes folles fames et ribaudes communes soient boutées et mises hors de toutes nos bonnes citez et villes ».

A Bayonne, en cas de récidive, on encourait la peine de mort.

En dépit de ce système draconien, l'autorité royale dut capituler, et, la même année, la tolérance fut rétablie.

M. Boiron, dans son étude si intéressante sur l'histoire de la prostitution, fait le rapprochement de cette décision prise par Saint Louis, roi d'une si haute tenue morale, avec celle que, dix-huit siècles avant lui, Solon, roi païen, avait été amené à prendre dans le même sens pour le bien de l'Etat et il cite à ce sujet cette phrase de Saint Thomas : « Il faut que ceux qui détien-

nent le pouvoir tolèrent certains maux pour ne pas donner lieu à des maux plus graves encore. »

Ce régime persista bien après le Moyen Age, jusqu'à 1650, époque à laquelle les états généraux d'Orléans rétablirent l'interdiction avec des sanctions corporelles. Hâtons-nous de dire que cette mesure adoptée par réaction contre l'esprit dissolu de cette période et en raison de la menace grandissante de la siphylis, ne donna pas les résultats attendus, car la Cour elle-même, par son attitude, montra le mauvais exemple.

Avant d'abandonner ce sujet, nous ferons allusion à un texte dont l'autorité a été contestée, mais qui serait très instructif si son exactitude était reconnue; nous voulons parler du règlement des « Maisons » d'Avignon, datant de 1347.

D'après ce document, tous les samedis soirs, « l'abbesse », c'est ainsi qu'on appelait la tenancière, et un chirurgien préposé par les consuls, visitaient toutes les femmes pour déceler celles qui auraient contracté un « mal provenant de la paillardise ». Quand elles étaient reconnues, on les isolait.

Il existait bien d'autres règlements relatifs aux prostituées. Les édilités les installaient soit hors de la ville, soit dans des rues écartées d'où elles ne pouvaient sortir et qui étaient fermées par des chaînes et des portes, avec un gardien qui en surveillait l'accès et entre les mains duquel tout visiteur devait déposer ses armes, comme à Perpignan.

Ainsi, n'étaient exposés au mal que ceux qui pénétraient volontairement et non ceux qui se fourvoyaient par mégarde.

Des peines sévères, comme le marquage au fer rouge,

étaient d'ailleurs infligées aux femmes qui se donnaient à des hommes mariés ou à des ecclésiastiques. En outre, comme au Moyen Age, on agissait avec franchise et sans fausse honte, la police des mœurs était entretenue aux frais des femmes surveillées, ce qui, en réalité, n'est pas plus immoral que d'en faire supporter la charge à la collectivité.

L'édilité payait une allocation analogue à nos indemnités de chômage pendant les périodes où elle interdisait l'exercice de la profession, comme à Albi, durant la semaine de Pâques, où les consuls versaient aux intéressées une gratification de 15 sous.

A Amiens, en vertu d'une ordonnance de 1472, les prostituées étaient tenues de participer à l'extinction des incendies et elles se distinguèrent même en 1528, lors de l'incendie du clocher de la cathédrale.

Lorsque des désordres se produisaient, on n'hésitait pas à recourir au roi, qui prenait alors la maison sous sa protection et surveillance.

C'est ce qui se produisit en 1425 à Toulouse, pour l'Hôtel des Crosses, si bien que la façade de cet établissement fut décoré des panonceaux aux fleurs de lis de France.

Si nous nous sommes étendu un peu sur ce sujet, dont l'intérêt peut paraître secondaire à première vue, c'est que nous avons pensé pouvoir tirer un enseignement de cet exposé historique.

A notre époque, où la gravité du péril vénérien place la prostitution au premier plan de nos préoccupations sociales, n'est-il pas curieux, en effet, de constater à quel point cette question avait déjà retenu l'attention

des autorités médiévales, bien qu'elle n'affectât alors que l'hygiène morale ?

Les échecs du régime abolitionniste, malgré la sévérité de ses sanctions, nous édifient à la fois sur l'impuissance de la méthode employée et sur la psychologie de la collectivité, ainsi que celle de ces femmes qu'on ne sait encore aujourd'hui si elles méritent notre mépris ou notre compassion.

Par son activité désintéressée, par son souci constant de réprimer une pratique dont il ignorait cependant encore les véritables dangers au point de vue prophylactique, le Moyen Age nous a donné une précieuse leçon de clairvoyance.

Il avait pressenti que l'hygiène morale, au respect de laquelle il a consacré tous ses efforts, constituait le fondement de l'hygiène sociale.

Les progrès scientifiques ont confirmé la rectitude de son jugement. Il nous appartient d'en tirer profit.

5° HYGIÈNE ALIMENTAIRE

A la question de l'hygiène alimentaire est intimement liée celle de la répression des fraudes commises lors de la fabrication ou de la vente des produits destinés à notre nourriture.

Sur ces deux points, le Moyen Age nous renseignera très inégalement : il laissera à peu près dans l'ombre le premier, pour nous fournir au contraire d'amples détails sur le second.

Nous essaierons cependant de rassembler d'abord les rares notions que nous possédons sur l'alimentation.

On peut affirmer que les produits consommés par les populations médiévales avaient une grande analogie avec ceux que nous utilisons de nos jours, réserve faite de certaines coutumes régionales ou de vogues périodiques.

En général, on constate une consommation de viande et de poisson de rivière plus intense qu'à notre époque ; mais les légumes verts y étaient moins employés, sauf la salade, et étaient compensés par l'adjonction d'une forte quantité de fruits frais.

Dans l'ensemble et plus particulièrement dans les classes les plus aisées de la société, la ration alimentaire normale était nettement dépassée.

L'histoire nous apprend, en effet, qu'on restait alors fort longtemps à table, qu'on festoyait fréquemment et

que, même en dehors de ces occasions on mangeait toujours avec abondance.

On se préoccupait bien des questions de régime, mais elles se rattachent plus à la thérapeutique qu'à l'hygiène et Aldebrandin lui-même les traite dans un chapitre spécial de son « Régime du Corps ».

Les conseils sur l'hygiène alimentaire se résument principalement dans l'indication des aliments qui conviennent à chaque tempérament, d'où une classification assez spacieuse des substances nutritives, d'après leurs quatre « natures », selon la conception de Galien, chacune d'elles répondant aux « Complexions » cholérique, sanguine, flegmatique et mélancolique.

Le breuvage fait aussi parfois l'objet de certaines prescriptions. Il est recommandé notamment de ne pas boire trop d'eau froide, surtout si l'on est fatigué par un travail pénible, de s'abstenir de boire en abondance sans manger un peu. La valeur de ce conseil est d'ailleurs assez douteuse, bien qu'on y attache encore actuellement beaucoup d'importance dans certaines de nos campagnes.

Il est toujours prescrit de boire lentement et à petites gorgées, plus particulièrement, lorsque la sensation de soif est très vive.

En ce qui concerne le vin, voici les sages recommandations qu'Aldebrandin, formulait au temps des croisades : « Li vin fait bien à celui qui le boit a temperéement, aussi devés vous savoir qu'il fait mal à celui qui le prent selonc ce k'il ne doit... ».

Ce « phisicien » ajoute que le vin ne doit pas être pris à jeun, ni après les repas, ce qui nuirait à la digestion des viandes et il s'élève enfin contre l'opinion de cer-

tains philosophes qui préconisaient de s'enivrer deux fois par mois dans un but salulaire.

Afin de se pénétrer des idées du Moyen Age sur l'important problème de l'alimentation et plus particulièrement sur la question du choix et de la ration des matières nutritives, on ne saurait mieux faire que de reproduire dans sa savoureuse forme ce passage emprunté à un autre traité d'hygiène : « Gouvernement propre à chacun selon sa complexion », dont l'auteur, Nicolas Abraham de la Framboisière, professait la médecine à Reims au xvr^e siècle, période qui était imprégnée encore de l'esprit médiéval :

« Par quoy puisque les temperez sont de bonne paste et de nature robuste pour résister aux injures tant externes qu'internes, il est expédient qu'ils s'accoustument à toute manière de vivre, sans s'assubjectir ny obliger à une seule... Par ainsi ils feront bien de s'accommoder à tout air, attendu qu'ils peuvent aisément supporter toutes les incommoditez du temps. Et pour ceste cause je leur donneray librement congé de demeurer tantost aux champs tantost à la ville. Et quand ils auront faim n'ont que faire d'attendre que l'heure soit sonnée à table, car, qu'ils prennent leur réfection tost ou rard, il n'importe. Qu'ils mangent chaud ou froid, qu'ils mangent dur ou tendre, soit pain, chair ou poisson, rosti ou bouilli, soit laitage, herbage ou fruit cuict ou crud comme ils l'aimeront mieux, il n'y a point de danger ».

« Bref qu'ils ne facent difficulté quelconque d'user de toutes sortes de viande et qu'ils en prennent tantost plus tantost moins, suivant leur appétit. Qu'ils aillent quelquefois en festin, quelquefois qu'ils s'en retirent. Et leur conseilleray toujours s'ils ont de quoy, de faire

bonne chère ; sinon de jeuner d'aussi bon cœur que s'il estoit commandé de l'Eglise. Car ils peuvent faire l'un et l'autre sans engager leur santé. Qu'ils boivent du meilleur, s'ils ont le vin au choix, si non tel qu'ils pourront avoir. Et s'il manque que ils boivent du cidre ou de la bière ou qu'ils se passent de l'eau de leur seau. Et s'ils la trouvent bonne, qu'ils ne l'espargnent pas, car elle est à bon marché ».

Voilà un professeur qui enseignait une hygiène bien attrayante, dont les prescriptions pouvaient sans peine être agréablement suivies.

Il est curieux de noter qu'il a fallu tomber dans l'excès d'une conception rigoriste pour revenir à cette séculaire sagesse.

Le petit précis d'hygiène du Professeur L. Tanon porte, en effet, à cet égard : « Décréter qu'une alimentation est plus rationnelle qu'une autre, est, à mon avis, prouver qu'on est un hygiéniste convaincu, mais pas un bon hygiéniste..., les régimes qu'on conseille dans les maladies tiennent souvent trop peu compte des goûts du patient. Il est de grands régimes que l'expérience de plusieurs siècles a démontré être nécessaires comme ceux des diabétiques, des albuminuriques, de quelques entéritiques ; mais, en dehors de cela, chaque personne doit suivre ses penchants... sans exagération ».

Après cette appréciation autorisée, notre avis serait superflu.

Il est classique, lorsqu'on étudie l'histoire des falsifications et de leur répression, de prendre comme exemple la surveillance particulièrement sévère exercée au Moyen Age et dont les résultats justifiaient l'efficacité de la méthode employée par nos ancêtres.

Afin de se rendre exactement compte de l'étendue du contrôle à cette époque, il suffira de considérer que le simple service du Poids Public d'Arras occupait déjà, à lui seul, un hôtel entier en 1271.

La vérification était de tous les instants, les prescriptions les plus draconiennes étaient édictées à l'effet de découvrir les fraudes et, si l'on se rappelle que tous les artisans d'un même corps de métier étaient groupés en corporations faciles à surveiller, on conçoit que, dans ces conditions, il était dangereux de falsifier les produits alimentaires, surtout si l'on tient compte de la rigueur des peines afflictives prévues, notamment en cas de récidive. Aussi les délits étaient-ils plus rares alors qu'à toute autre époque.

Si les fautes par sophistication étaient durement réprimée, la vente des substances involontairement altérées était d'autre part formellement interdite et faisait encourir à son auteur de graves responsabilités. Toutes les archives municipales abondent, en effet, en pièces judiciaires relatives à des poursuites engagées à ce sujet.

A Agen, par exemple, il était défendu d'exposer des poissons gâtés et les consuls faisaient jeter dans la Garonne les sardines avariées. Il était infligé en outre des amendes aux marchands d'huîtres insuffisamment fraîches.

De leur côté, les Echevins de Nantes procédaient à la visite des harengs et prononçaient des condamnations contre les commerçants coupables de salure défectueuse.

En 1462, un pâtissier est puni pour avoir acheté une anguille morte, parce que « ne doivent bailler aux bon-

nes gens viande, s'elle n'est bonne et digne d'entrer en corps humain ».

A Dijon, une ordonnance de 1390 intime aux bouchers l'ordre de saler la viande qui leur reste le jeudi soir.

A Paris et en bien d'autres villes, la vente des denrées périssables ne pouvait être effectuée qu'en des endroits nettement délimités, chacun d'eux étant spécialisé et circonscrit par un cadre de rues sévèrement surveillées.

La vente d'animaux de basse-cour morts faisait l'objet d'une réglementation très stricte et on ne peut voir dans cette mesure que le souci de protéger l'hygiène alimentaire, puisque la vente de ces mêmes animaux vivants ne donnait lieu à aucune formalité particulière.

Un règlement de 1387 ordonnait l'envoi des porcs malades à la boucherie des juifs.

Toutes ces mesures et bien d'autres encore, concourent au même but : celui de ne tolérer que le commerce de produits essentiellement purs et frais.

Ce résultat, d'une importance considérable, fut atteint et, au point de vue de l'hygiène, c'est le seul point qui nous intéresse, car il appartient au juriste et à l'économiste de discuter le principe de ces méthodes.

Empressons-nous toutefois de noter que, si la répression de la fraude alimentaire à l'aide de moyens préventifs est actuellement fort décriée, comme étant contraire à la liberté du commerce, on est contraint de reconnaître que c'est le procédé le plus sûr et le plus efficace.

Aussi ne doit-on pas se montrer étonné de son succès à une époque où la multitude des corporations en favorisait l'application et où les pouvoirs publics faisaient bon marché des libertés individuelles, alors que cepen-

dant l'analyse chimique n'était pas encore à même de déceler les falsifications.

Cette méthode a été tellement appréciée qu'il n'y même pas vingt ans, elle a été employée en ce qui concerne le commerce de la margarine, puisqu'on interdisait à un détaillant de détenir ce produit en même temps que le beurre et que cette défense s'étendait non seulement aux locaux de vente, mais encore aux entrepôts et qu'elle visait toutes les personnes qui, de près ou de loin, étaient intéressées à la production, au transport ou à la vente du beurre.

Nous ajouterons que l'incorporation obligatoire, lors de la fabrication, d'un élément révélateur de la falsification, est un procédé en vigueur de nos jours, qui a été substitué à l'ancien régime de la vente de la margarine, auquel nous venons de faire allusion, et qui a imposé l'adjonction d'une petite dose d'amidon au moment de la fabrication.

Cette mesure préventive se justifie aisément par la facilité avec laquelle ce corps est mis en évidence par les réactifs isolés. Mais il n'en demeure pas moins qu'elle est la manifestation d'un état d'esprit que n'eut pas désavoué le treizième ou le quatorzième siècle.

Dans la brève vue d'ensemble que nous venons d'avoir sur l'état de l'hygiène au Moyen Age, nous avons été amené à considérer un usage, à examiner un dispositif pratique ou à étudier un règlement.

Nous avons parfois critiqué la valeur hygiénique des mesures prises; mais nous ne nous sommes que très rarement demandé pourquoi telle habitude s'était acquise et quelle avait été l'idée initiale de son promoteur, pourquoi tel dispositif avait été créé et quelle avait été l'intention de son constructeur, enfin pourquoi telle loi avait été promulguée et en vertu de quels principes.

C'est ce que nous voudrions essayer d'entrevoir à travers la psychologie du Moyen Age, si complexe et encore si peu étudiée.

La première question qui se présente à l'esprit est celle de savoir quelle base solide l'hygiène pouvait bien emprunter à la médecine d'alors. On est naturellement conduit à se la poser en considérant l'étroite dépendance de l'hygiène moderne par rapport aux découvertes médicales.

Cependant, si l'hygiène et la médecine médiévale tendaient vers un même but, leurs moyens différaient de la façon la plus radicale.

Sur quels fondements s'édifiait donc la médecine à

cette époque ? Nous ne voulons évidemment pas parler des procédés de thérapeutique curative, mais bien des notions que l'on pouvait posséder sur la psychologie et plus particulièrement sur la physiologie normale.

C'est, en effet, l'étude comparative du rendement de chacune de nos fonctions placées dans des conditions normales systématiquement choisies quant à leur nombre et leur variété, qui a permis de découvrir celle qui nous convenait le mieux. C'est aussi grâce à cette notion empiriquement apprise que l'on a pu, par la suite, rechercher telle condition plutôt que telle autre et au besoin l'améliorer quand elle était imparfaite et que néanmoins elle s'imposait.

Un exemple emprunté à l'hygiène du Moyen Age précisera notre raisonnement : ainsi l'appréciation comparative de la facilité de la respiration dans des atmosphères plus ou moins chaudes et plus ou moins humides a fait préférer un air plutôt sec et frais.

Cette constatation par la physiologie des conditions extérieures optima permit tout d'abord de conseiller le séjour dans les montagnes et d'interdire le voisinage des marais, en édictant ensuite toute la série de mesures de conditionnement d'air que l'on connaît.

L'étude des textes anciens et celle des principes nouvellement acquis nous fournirent les bases de la médecine préventive au Moyen Age.

La liste des auteurs de l'antiquité sera vite épuisée.

Franklin nous signale qu'au quatorzième siècle l'Ecole de Médecine de Paris ne possédait que quinze ouvrages :

Ceux d'Hippocrate et de Galien, ceux de Celse ne furent retrouvés qu'après le quinzième siècle.

Ceux de l'Ecole de Salerne ;

Et les traités arabes d'Avicennes, Albucasis, Rhazès, Averroës et Isaac (médecin égyptien du dixième siècle).

D'autre part, Aldebrandin prend la peine, dans son prologue, de nous renseigner sur ces origines, car, pour justifier l'excellence de ses conseils, il tient à se recommander des meilleurs auteurs dont il s'est inspiré et qui s'ajoutent à ceux que nous avons eu l'occasion de nommer antérieurement, Aristote, Diogène, d'Apollonie, Sérapion, Johannitus, médecin arabe du neuvième siècle, Ali Abbas, médecin arabe du dixième siècle et Constantin l'Africain (xi^e siècle).

De ces auteurs, nous ne retiendrons qu'Hippocrate et surtout Galien et négligerons l'Ecole de Salerne, qui ne fit qu'exposer sous une forme dogmatique, dans le poème « Regimen sanitas » de Jean de Milan, tout ce que l'on trouvait dans les deux auteurs précédents, en y ajoutant des idées d'Aristote.

Nous nous arrêterons en outre à quelques noms de l'école arabe qui, en nous conservant les traditions de Galien, sut y ajouter les sérieuses déductions de l'empirisme dont elle sut si sagement profiter. Ce sont ceux d'Isaac, Avicennes, Constantin, Ali et Rhazès.

A côté de ces quelques auteurs anciens, le Moyen Age ne possédait que de très rares ouvrages traitant de la médecine et des sciences contemporaines, leur énumération en est facile, ce sont Le Comput, le Bestiaire et le Lapidaire de Philippe de Thaon (1102 à 1135). La lettre du prêtre Jean à Manuel de Comnène (1165), Philosophia Mundi de Guillaume de Conches (aux environs de 1150), le « Secret des Secrets », traduit en 1243 et faussement attribué à Aristote, « De Maturis Rerum »

d'Alexandre Neckam (début du treizième siècle), l'« Encyclopédie universelle » de Thomas Cantunpre, « Speculum naturale » de Vincent de Beauvais, le poème « Imago mundi » de Goswin de Metz (1246) dont Charles V possédait dix exemplaires dans sa bibliothèque, tant ce livre avait de vogue à cette époque, le « Roman de Sidrac » ou « Trésor des Sciences », représenté par 4 volumes dans la même bibliothèque, « Placides et Timeo » ou « Livre des Secrets aux Philosophes » de Jehan Bonnet et enfin le célèbre « Livre du Trésor » de Brunetto Latini, si universellement connu, et dont l'influence se fit encore sentir jusqu'au milieu de la Renaissance.

A ces sources, tant anciennes que récentes, quelles notions médicales pouvait y puiser l'hygiéniste de l'époque médiévale ? On pourrait les résumer brièvement en empruntant au Professeur Boinet cette excellente idée « La Doctrine d'Aristote inspira Galien et ces deux grands noms créent une unité scientifique qui régna tyranniquement sur tout le Moyen Age ».

Mais la médecine ne fut pas la seule base de l'hygiène médiévale, toujours influencée par l'orientation scientifique du moment, elle refléta dans ses préoccupations des tendances physiques ou cosmologiques.

Le fondement philosophique enfin fut le troisième élément sur lequel s'édifia cette hygiène, car la grande pensée d'Aristote plana lourdement sur tout le Moyen Age et lui fut certainement très néfaste, non que ses théories soient par trop discutables, mais leur dogmatisme influença à tel point les esprits que ceux-ci n'osèrent même pas discuter ses idées et les admirèrent religieusement comme une révélation. Toute l'activité in-

tellectuelle se borna donc pendant de longs siècles à raisonner sur des points de détail ou de classification, sans jamais sortir du cadre aristotélicien.

Si l'on cherche maintenant à dégager les données scientifiques dont les auteurs anciens ont enrichi l'époque médiévale, on doit reconnaître qu'elles étaient fort sommaires.

D'autre part, les opinions formulées n'avaient qu'une faible valeur, car elles reposaient plutôt sur des raisonnements philosophiques, des analogies ou des symboles et étaient plutôt dictées par un esprit systématique qu'elles n'étaient fondées sur une explication exacte et rationnelle de faits expérimentaux.

Quant à l'apport scientifique du Moyen Age lui-même, il était bien peu appréciable pour un hygiéniste.

En effet, les recherches étaient alors orientées vers l'astronomie qui, quelques siècles plus tard, devait voir naître ses maîtres : Copernic, Galilée et Keppler, et vers la physique qui, avant Sanctorius, avait pour objet les quatre éléments et spécialement l'air.

Ces deux sciences eurent une réelle influence sur la conception des hygiénistes : la première joua un grand rôle dans l'explication des causes des épidémies, la seconde attribua une part prépondérante et sans doute excessive à l'air et aux odeurs dans l'hygiène du Moyen Age.

Nous ne nous occuperons que de ces deux derniers points, les autres ayant été déjà envisagés antérieurement.

L'air fut un des principaux facteurs hygiéniques qui attira l'attention du Moyen Age; on justifiait d'ailleurs assez légitimement ce souci par un raisonnement des

plus séduisants emprunté à Isaac. Le voici tel que nous le rapporte Aldebrandin, dans un chapitre de son « Régime du Corps » intitulé « Comment on se doit garder de peste et de corruption d'air » : « Le mauvais air, dit-il, fait plus de mal au corps de l'homme que ne fait le boire ni le manger, car le boire et le manger s'amendent de malice dans l'estomac; mais l'air qui est venimeux s'en va tout droit au cœur, et on en peut mourir s'il contrarie la nature ».

On est vivement surpris de voir actuellement les hygiénistes s'intéresser à nouveau au problème de la salubrité de l'atmosphère si délaissé depuis l'ère pastorienne. Il fallut en effet la préoccupation de la défense contre les gaz de combat et contre les dangers des vapeurs et fumées industrielles pour attirer l'attention du public sur la pollution chimique de l'air. M. Trillat ayant déjà depuis 1912 présenté l'intérêt de cette question sous l'aspect bactériologique.

Pour le Moyen Age, le « mauvais air » était l'air chargé de mauvaises odeurs. Le grand et même le seul indice d'insalubrité fut et persiste à être, tout ce qui déplaît à notre odorat.

Mais tout comme l'on cherchait à remédier aux imperfections de l'air en le « climatisant », comme l'on dirait aujourd'hui, l'on essayait également de lutter contre sa « malvaisité » en le purifiant par des fumigations ou des aspersions de liquides aromatiques.

Cette pratique, si en honneur durant tout le Moyen Age, mérite d'attirer notre attention; son mécanisme psychologique en était fort simple, puéril même : il consistait à masquer les mauvaises odeurs par une sensation olfactive agréable plus forte et plus pénétrante

à l'instar de certaines ménagères qui entendent neutraliser l'acidité d'une compote de fruits insuffisamment mûrs en y déversant le contenu d'un sucrier. Mais là où réside tout le mérite du Moyen Age, c'est d'avoir su compenser l'inexactitude d'un tel raisonnement par ses subtiles qualités d'observation qui firent de lui un empiriste de très haute valeur; et d'ailleurs l'erreur de principe ne doit même pas lui être reprochée, car elle émane du « *Contraria contrariis curantur* » de Galien.

Les produits qu'on employait en fumigations étaient le camphre, l'ambre, l'encens, le styrax, le musc, le mastic, l'aloès, la girofle, le genièvre, le cyprès, le santal, la sabine, le galia muscata (cannelle et muscade), l'asarum, et « autres choses de bonne odeur » nous rapporte Aldebrandin; en aspersions on avait surtout recours au vinaigre, le plus souvent aromatisé des corps précédents; moins fréquemment l'on utilisait les eaux distillées de roses, romarin, thym, lavande, myrte, iris, ruc, sauge, pour ne citer que les principales. Actuellement que la chimie a procédé à l'analyse de tous ces corps, nous savons qu'ils renferment des principes comme le bornéol, l'eugénol et autres antiseptiques d'origine végétale, dont on peut comparer la valeur à notre goménol ou eucalyptol. Quant au vinaigre qui fut si l'on peut dire le crésyl ou l'eau de Javel du Moyen Age, il faut reconnaître que pratiquement c'est un très bon germicide dont la valeur n'avait point échappé à nos ancêtres. Actuellement que nous connaissons l'influence de la réaction du milieu sur la vitalité du microbe, nous ne manquerions pas d'invoquer la valeur du pH pour expliquer le pouvoir antibiotique et anti-gétique de cet agent.

Nous voici arrivé, après ce court aperçu du Moyen Age, au terme de notre première partie et il va falloir en tirer quelques conclusions.

Serait-ce par hasard que l'étude de l'histoire ne se justifierait pas suffisamment par le plaisir qu'elle procure et le dilettantisme qu'elle provoque, au point qu'il faille en tirer de matérielles déductions pratiques, alors que tout son charme réside dans son étude désintéressée ? Certainement non. Aussi devons-nous tout d'abord constater que l'histoire de l'hygiène ou celle de la civilisation, dont elle constitue la majeure partie, est assez attrayante par elle-même pour mériter d'être considérée abstractivement.

Nous remarquerons en second lieu que l'hygiène fut observée le mieux possible au Moyen Age et qu'on n'a pas à faire grief à ce dernier des faibles progrès de la science médicale, dont elle exploitait les découvertes dans la plus large mesure. Cette vérité est d'une telle évidence que quiconque pourrait voir dans les nombreux faits que nous avons cités plus de preuves qu'il n'en faut en faveur d'une hygiène rationnelle bien comprise.

En troisième lieu, il faut s'élever contre le mythe d'un Moyen Age malpropre et socialement barbare, incompatible avec les renseignements irréfutables que nous apportent les chroniqueurs de l'époque, dont la bonne foi ne saurait être mise en doute.

Enfin, outre cette agréable acquisition qu'est la documentation ainsi que la connaissance de ces petits détails d'une civilisation dont chacun est une petite touche vive et exacte qui fera toute la valeur du grand tableau d'en-

semble, il y a lieu de retirer de cette étude une grande leçon de modestie.

En considérant les résultats obtenus par le Moyen Age avec le peu de connaissances exactes qu'il possédait, on se demande si, avec son grand esprit pratique il n'aurait pas su tirer un meilleur parti que nous de nos grandes acquisitions modernes.

A quoi bon, diront certains, gaspiller son temps à étudier l'hygiène en un temps si reculé ! Les procédés qui étaient peut-être excellents à cette époque sont forcément périmés et inutilisables pour nous, alors qu'il y aurait une œuvre bien plus fructueuse à accomplir en allant de l'avant pour exploiter immédiatement la moindre parcelle du terrain que le progrès scientifique vient de conquérir et qui, si elle n'est pas utilisée ce soir, sera peut-être à jamais perdue demain, tant les activités ont de peine à maintenir le contact dans une marche à une allure si rapide !

Eh bien non. Malgré ces vigoureuses exhortations d'un modernisme combatif, nous persistons à croire qu'il y a un intérêt considérable à jeter un coup d'œil sur les acquisitions passées de l'hygiène pour juger de la valeur de leur exploitation, l'améliorer, si elle est insuffisante et y puiser un précieux enseignement pour l'avenir.

II

Il n'entre pas dans nos intentions de continuer l'histoire de l'hygiène jusqu'à nos jours, en considérant successivement les diverses notions de salubrité dont nous avons constaté la naissance et le développement au Moyen Age, ni en poursuivant pas à pas les conditions de leur évolution.

Ce serait sans doute une intéressante question d'histoire sociale; mais cette étude revêtirait un caractère anecdotique plus que médical.

Nous nous bornerons donc à résumer les changements constatés depuis l'époque médiévale dans l'observation des mesures de salubrité et à en discerner les causes principales.

Nous espérons être parvenu à démontrer que l'hygiène existait au Moyen Age et qu'à certains points de vue elle y était même assez développée.

Or, au dix-huitième siècle, la situation était sensiblement la même, ce qui bouleverse singulièrement la conception un peu simpliste des évolutionnistes pour qui cette science, complètement ignorée à l'époque médiévale, se serait depuis lors progressivement accrue d'année en année.

Est-ce à dire qu'aucune fluctuation ne se soit produite entre ces deux périodes ?

Pour notre part, nous serions tenté de considérer que l'observation des règles de l'hygiène a été de plus en plus négligée à partir de la Renaissance jusqu'à la fin du seizième siècle, où elle a été le plus perdue de vue, puis, qu'elle a été de nouveau suivie, pendant tout le dix-huitième siècle, pour atteindre, lors de la Révolution, l'intensité qu'elle possédait au début du quinzième siècle.

C'est avec satisfaction que nous retrouvons cette opinion partagée par deux éminents historiens : Le professeur Th. Weyl, qui se livra à une étude très impartiale de l'évolution de l'hygiène sociale, et le regretté Camille Enlart, qui avait acquis dans ses appréciations des mœurs médiévales, une autorité incontestée.

Afin de nous abstenir de nous aventurer sur le terrain de la polémique, qu'il nous soit seulement permis de dire que l'hygiène a subi un arrêt dans sa croissance de la Renaissance à la Révolution.

A vrai dire, cette stagnation est plus apparente que réelle. L'illusion qui nous en est donnée est le résultat de deux mouvements évolutifs contraires : une régression dans le domaine de l'hygiène individuelle et un progrès dans celui de l'hygiène urbaine.

Hâtons-nous d'ajouter que ce progrès compensateur est dû à une meilleure application des règlements de voirie, dont l'autorité royale a seule le droit de revendiquer le mérite.

Quant à la déchéance de l'hygiène corporelle au cours des deux siècles consécutifs à l'époque médiévale, elle tiendrait, d'après nous, à deux causes : l'une, relative-

ment lointaine, provient du changement de psychologie qui se manifesta à la Renaissance.

L'autre, plus directe, est la négligence des bains et des soins de toilette.

La première ne peut s'expliquer que par l'implacable évolution de l'esprit humain, qui n'est d'ailleurs pas toujours orienté vers le progrès, mais dont la transformation est cependant inévitable, car l'inertie répugne à son dynamisme naturel.

Le mouvement intellectuel de la Renaissance, caractérisé par un esprit plus ouvert, aux idées nouvelles, allié à un sens critique plus développé, devait fatalement entraîner l'émancipation de la mentalité collective et une réaction contre la docilité du Moyen Age.

Un tel bouleversement dans la psychologie d'un peuple ne pouvait donc pas manquer d'avoir une profonde répercussion sur l'hygiène. Aussi l'affranchissement de mesures considérées comme une pénible servitude fut-il un des premiers gestes de cette génération, par ailleurs si brillante.

L'humanisme naissant devait, en effet, anéantir bientôt l'esprit d'obéissance si favorable au Moyen Age et on ne tarda pas à limiter à des circonstances exceptionnelles les habitudes d'hygiène quotidienne, considérées désormais comme l'apanage des grandes cérémonies.

Mais on ne méconnaît pas impunément les lois de l'hygiène et il ne suffit pas de les déclarer désuètes pour s'en libérer : elles ont toujours le dernier mot. L'histoire nous apprend, en effet, que leur application fit apparaître de graves épidémies auxquelles se joignit ce terrible fléau, la syphilis.

Malgré notre souci d'éviter toute polémique, nous ne

saurions nous dispenser d'examiner ici à qui incombe la responsabilité de ce relâchement dans les soins corporels.

Quelques-uns accusent l'Eglise, d'autres, les médecins ; un certain nombre, le facteur économique et on ne doit pas aussi oublier la mode.

La responsabilité ecclésiastique dans la suppression des bains a donné lieu à des discussions qui sont sorties du domaine de l'hygiène et de l'histoire impartiale auquel elles auraient toujours dû être limitées. On s'est battu à coups de citations de valeur très inégale ou du moins interprétées selon les besoins des partisans. On a généralisé l'exemple de religieux ou de saints qui avaient fait vœu de garder pendant des années les mêmes vêtements par esprit de mortification.

On n'a cité que certains passages des bulles défendant les bains aux catholiques, alors que cette interdiction ne visait que les bains pris avec des intentions impures ou voluptueuses, les bains de propreté étant librement autorisés.

Cette question est d'ailleurs parfaitement exposée dans l'ouvrage que publia, au ^{xvii}e siècle, le chanoine Paciandi pour réhabiliter l'Eglise dans cette compromission peu flatteuse.

Suivant une autre opinion, ce résultat serait l'œuvre des médecins qui, à l'approche de la peste conseillèrent de fermer les étuves. Cette allégation est d'autant plus exacte que le praticien Desparts qui proposa le premier cette mesure ne dut qu'à des circonstances exceptionnelles d'avoir la vie sauve, car il s'était attiré la haine de tous les étuveurs qui, voyant disparaître leur gagne pain, n'avaient pas hésité à se venger sur lui.

La triste expérience de la peste mit en lumière l'insuffisance de cette précaution médicale qui ne parvint même pas à atténuer la propagation de la syphilis, dont les étuves, devenus des lieux de débauche, étaient cependant le foyer.

On ne saurait nier d'autre part que les facteurs économiques aient eu une influence sur la décroissance du nombre de bains.

Afin de continuer à faire quelques bénéfices, malgré la fréquentation plus réduite de leurs établissements, les étuveurs se trouvèrent dans la nécessité de hausser les prix, ce qui ne fit que restreindre davantage le nombre des baigneurs. Bientôt, les bains ne furent plus chauffés tous les jours, d'où l'obligation de s'enquérir des dates d'ouverture.

Cette complication supplémentaire ne tarda pas à éliminer à jamais les derniers clients.

Cependant, si les bains cessèrent d'être en faveur, on le doit surtout à la mode.

La guerre d'Italie avait, en effet, vulgarisé la nouvelle méthode des crèmes et des fards vraisemblablement peu appréciée par l'esprit catholique du Moyen Age, ainsi qu'en témoigne ce vers de Guillaume de Loris : « Ceste est pute ceste se farde ».

Or, il était devenu à la mode de désertier les étuves. Les prédicateurs catholiques et huguenots avaient donné en chaire des descriptions horribles de ces établissements, en les comparant aux plus infâmes maisons de prostitution, ce qui était d'ailleurs assez exact. Ils s'indignaient de voir de vertueuses mères de famille y aller et même y conduire leurs filles.

Condamnées au nom de la morale, concurrencées par

l'usage des eaux, pâtes, onctions, poudres et parfums apportés par les Italiens, dont, la mode était en pleine faveur, les étuves devaient incontestablement disparaître.

Les femmes eurent ainsi deux raisons excellentes pour abandonner les bains : elles invoquèrent leur conscience bien plus que la coquetterie ; mais il ne faudrait pas trop s'illusionner sur leur détermination.

Pour ces diverses considérations, le rôle de la Taille, en 1292, comptait 26 étuves. Sous Louis XIV, le recensement ne révélait plus que 8 ou 9 de ces établissements pour une population qui s'était pourtant accrue dans des proportions considérables.

Cette négligence des soins de propreté s'étendit rapidement à tous les domaines.

Montaigne nous signale que l'usage de la serviette de table avait déjà disparu de son temps.

Celui de la nappe en fit autant et on ne le reverra que dans deux siècles.

Les palais les plus somptueux n'ont plus désormais de « lieux à retrait » au point que dans un château comme celui de Versailles, on n'en saurait trouver. Comment ne pas rapprocher ce fait des 40 sièges de l'Abbaye de Cluny et n'être pas tenté de faire de désobligeantes réflexions sur l'hygiène du ^{xvii}^e siècle ? Il n'est pas besoin de les formuler ; elles sont l'évidence même.

Pour ne prendre que l'exemple des rois, que penser de François 1^{er} qui ne se gênait point de se soulager dans la cheminée ou le long des murs de son palais ? Sans compter que l'histoire lui attribue de nombreuses autres anecdotes de ce genre.

Après le récit du fameux bain de Louis XIV, on a na-

turellement tendance à relire la chronique d'Eginhard où l'on voit Charlemagne invitant toute sa cour à le suivre dans sa piscine d'Aix-la-Chapelle et se livrer alors à son sport favori, l'histoire raconte même qu'il y excellait à tel point qu'aucun nageur ne pouvait le gagner de vitesse. Nous tenons également d'Eginhard que la raison qui fit établir à Aix la résidence de l'Empereur fut précisément la présence de ses sources chaudes qui lui permettaient un bain quotidien, même en hiver, alors que son grand âge lui interdisait les rigueurs de l'eau froide.

Après cette régression de l'hygiène corporelle, passons rapidement en revue les principaux événements de l'histoire de l'hygiène urbaine qui, à l'encontre de cette dernière, ne cessa de faire des progrès.

En 1506, l'Etat prend à sa charge la nettoyage des rues moyennant une taxe qui fut très impopulaire.

En 1531, François 1^{er} rend une ordonnance provoquée par la terrible épidémie de peste de 1530. Elle avait pour titre : « Les ordonnances faites et publiées à son de trompe par les carrefours de ceste ville de Paris, pour éviter le dangier de peste ».

Elle concerne le pavage, l'enlèvement des ordures et les fosses d'aisance.

En 1539, intervient une nouvelle ordonnance, reproduisant presque intégralement celle que Charles VI prit en 1388. Elle édicte des amendes et des punitions corporelles en cas de récidive et concerne la « netteté » des rues, et renouvelle la nécessité d'avoir une « fosse à retrait » dans chaque maison.

Elle prescrit en outre la suppression de tous les animaux, tels que porcs, canards et pigeons.

Elle doit être excutée par les commissaires du Châtelet sous peine de privation de leur office, et prévoit une prime de dix livres à celui qui dénonce les infractions de ses voisins.

On y trouve les prescriptions suivantes :

« Défense de jeter dans la rue des excréments, ordures, infections et eaux 'quelles qu'elles soient. »

Pour les urines, il était interdit de les conserver longtemps chez soi. On devait les « porter et vider promptement au ruisseau et après, jeter un seau d'eau nette, pour leur donner cours ».

En 1577, rendit une nouvelle ordonnance pour « purger, tenir nettes et bien pavées la ville et rues d'icelle ».

L'effet qu'on en espérait ne se fit pas sentir puisqu'en 1608 on publia une ordonnance récapitulative de toute la police de la rue, imposant cette fois à deux entrepreneurs de prélever la taxe jusqu'alors perçue par les bourgeois.

Cette taxe fut impopulaire ; les entrepreneurs ne parvinrent pas à rentrer dans leurs avances ; ils firent des prélèvements en nature et procédèrent à des saisies odieuses qui provoquèrent des émeutes.

Le bon roi Henri annula cette taxe et la remplaça en 1609 par une augmentation de 15 sols par muid sur les droits d'entrée du vin.

Le budget de la voirie était à cette époque très lourd ; 70.000 livres étaient données chaque année aux entrepreneurs.

En 1639, le conseil fixe la liste des 7 voiries de Paris.

Les années 1663 et 1666 voient apparaître les ordonnances sur le nettoyage des rues, de Nicolas de La Reynie, lieutenant général de police, qui sont par-

faitement bien comprises à tel point que les gouvernements étrangers en demandèrent communication.

1674 est une autre très grande date dans l'histoire de l'hygiène des rues. Elle comporte le rattachement de toutes les juridictions particulières à celle du Châtelet. On se souvient que chaque seigneur, dans l'étendue de sa juridiction, devait subvenir aux besoins de la voirie, ce qui nuisait à l'uniformisation et à la poursuite des infractions, chaque justice étant différente de sa voisine.

On distingua alors les voiries en deux classes : Boues d'une part, matières fécales de l'autre.

En 1722, le budget de la voirie s'élevait à 450.000 livres et l'Etat fut en difficulté financière pour l'équilibrer.

En 1726, on s'occupa des matières fécales, on leur assigna trois voiries, celle de Montfaucon, celle du faubourg Saint-Germain et celle du faubourg Saint-Marceau (dite de l'Enfant Jésus).

En 1781, il ne reste plus que la voirie de Montfaucon, qui ne sera supprimée qu'en 1849.

Enfin, en 1786, il n'y a pas treize toises d'égouts et pas de balayage des rues, autre que celui qui était effectué par les habitants.

Nous venons d'indiquer dans la première partie de ce chapitre ce qu'il advint de la pratique de l'hygiène après la période du Moyen Age.

Il serait maintenant intéressant de suivre l'évolution subie pendant ce temps par les connaissances théoriques.

A ce sujet, nous nous demanderons quelles furent les causes qui présidèrent aux si fréquents changements de

cette science, chacun d'eux l'affectant profondément au point de lui imprimer chaque fois un caractère nouveau.

Pour notre part, il nous a toujours semblé que la dernière tendance de l'hygiène était de refléter la plus récente acquisition de l'activité intellectuelle. C'est ce que l'on pourrait appeler la tendance très marquée de l'hygiène à suivre « la dernière mode » dictée par le progrès, que ce progrès soit scientifique, philosophique, politique ou moral.

Cette réflexion que nous a suggérée l'observation minutieuse de l'évolution de l'hygiène nous a permis de classer par périodes l'histoire de cette science, ainsi que nous l'établirons par la suite.

A notre sens, ce classement indique mieux l'évolution de l'hygiène que la division en trois stades, religieux, politique et scientifique, issue de la théorie d'Auguste Comte, dont la critique n'est plus à faire. Ses partisans en y demeurant attachés nous prouvent qu'ils préfèrent à une observation importante l'esprit de systématisation.

Cependant, aussi séduisante qu'elle puisse paraître, il faut admettre qu'on est en droit de la trouver insuffisante lorsqu'elle qualifie la période qui va d'Hippocrate à nos jours, soit près de vingt cinq siècles, du seul terme de « scientifique ».

Voici, d'après notre répartition en périodes, l'influence de la caractéristique dominante : la mode.

L'humanisme de la Renaissance accaparant toute l'activité intellectuelle de cette époque, pour l'orienter vers les lettres ou les controverses religieuses, aboutit, comme il fallait le prévoir, à une sensible régression de cet esprit pratique qui florissait si abondamment au Moyen Age.

L'hygiène en fut évidemment la première victime, car cette période par ailleurs si brillante fit passer cette science au second plan de ses préoccupations.

Le siècle de Louis XIV vit se développer le sens artistique et littéraire, uniquement préoccupé de la recherche du beau et l'hygiène subit aussitôt l'influence de cet état d'esprit, car ses principes furent alors complètement négligés, parfois même oubliés.

Nous n'insisterons pas sur le fait bien connu que Louis XIV et sa cour, malgré leur faste, étaient d'une saleté repoussante.

Les habitudes de propreté corporelle avaient également été négligées par François I^{er}, et quelques auteurs attribuent ce relâchement à la mode vestimentaire beaucoup plus luxueuse et encombrante qu'au Moyen Age.

Catherine de Médicis avait apporté d'Italie l'usage des fards et des onguents.

Les quelques lignes suivantes, empruntées à Maulde de la Clavière, dans son intéressant ouvrage « Les femmes de la Renaissance », nous renseignent sur les procédés de toilette alors en usage : « Quelques femmes subtiles préféraient à l'eau les moyens secs, poudre, pâte, raclure d'épiderme, ce qui permet encore de dire qu'elle ne se lavaient que les mains ».

Sous le règne de Louis XV, qui fut celui de la frivolité, selon l'heureuse expression de D'Argenson, la mode et la futilité parvinrent à faire reprendre une certaine importance à l'hygiène. C'est surtout l'hygiène corporelle et particulièrement la propreté qui redeviendront en faveur.

Les encyclopédistes firent reconquérir à l'hygiène une grande partie de son prestige, mais leur tournure d'es-

prit rejaillit sur cette science, où ils firent intervenir des considérations plus philosophiques et rationnelles que scientifiques et expérimentales. La Raison et la Nature furent les deux bases des théories sanitaires d'alors.

La période du début de la Révolution pourrait, selon nous, servir de démarcation aux deux parties que nous nous proposons de distinguer dans l'évolution de l'hygiène.

Du Moyen Age à la fin du XVIII^e siècle, cette science ne fit, comme nous l'avons vu, que des progrès assez minimes, tandis qu'on assiste en revanche, pendant l'époque de la Révolution, à une prodigieuse éclosion d'idées nouvelles qui eurent toutes un profond retentissement sur l'évolution de l'hygiène.

Deux d'entre elles retiendront particulièrement notre attention : ce sont les idées sociales et le progrès scientifique.

Le mouvement social qui avait pris naissance avant la révolution ne devait pas manquer lui aussi d'exercer son influence ; mais il fallut cependant attendre la fin de l'ancien régime pour que celle-ci se traduisit par des lois.

A partir de cette époque, l'hygiène entrera pour une large part dans les préoccupations des pouvoirs publics et son importance ne cessera de croître au point d'occuper comme de nos jours, une place considérable dans l'activité politique.

S'il ne nous est pas permis de porter un jugement sur la valeur de cette transformation sans entrer dans le domaine de la politique et opposer l'ancien régime à la République, nous pouvons néanmoins faire quelques remarques sur son mécanisme, ce qui nous conduit à envi-

sager les rapports de l'hygiène sociale et de la religion.

Tant que le catholicisme fut le fond même de la morale, comme au Moyen Age, l'Eglise seule était chargée de veiller à l'application de mesures qu'on appellerait actuellement sociales, et dont la charité chrétienne constituait le mobile.

Lorsque l'influence religieuse perdit progressivement de son importance dans la société et fut ouvertement combattue, ainsi qu'on le constata pendant tout le cours du XVIII^e siècle, il incombait à l'Etat de prendre à sa charge l'hygiène sociale que l'Eglise était en train d'abandonner.

Quand, après la Révolution, disparut ce stimulus moral emprunté par la Monarchie au catholicisme qui était alors religion d'Etat, il fallut avoir recours à un autre idéal. On l'appela Fraternité Humaine et, comme toute préoccupation spirituelle il céda le pas à des considérations d'un caractère plus pratique, comme les facteurs économiques; on lui substitua le prestige de la race lorsque le patriotisme eut supplanté la religion dans les esprits.

Plus tard, lorsque tout idéal eut définitivement disparu, pour faire place à l'instinct de conservation, ce fut pour maintenir l'intégrité du capital humain que l'hygiène sociale intervint et prit l'importance qu'on lui connaît.

Les étapes de cette rapide évolution nous ont ainsi amenés à des considérations un peu catégoriques. Nous ne voulons d'ailleurs pas prendre parti en appréciant la valeur de cette transformation. Ce que nous avons envisagé pour en déterminer la cause est exclusivement

l'état d'esprit de la collectivité, réserve faite de notre opinion personnelle.

Après cette examen théorique, voyons maintenant quelles sont les conséquences pratiques de ces divers changements.

La plus importante et dont on doit se féliciter à quelque religion ou parti politique qu'on appartienne, est l'extension considérable de l'hygiène sociale qui, il faut le reconnaître, profita grandement du progrès scientifique évoluant parallèlement à elle, bien que n'ayant pas les mêmes mobiles.

En 1839, l'assistance publique reçoit son règlement définitif, fixe les détails de son organisation et de ses attributions. Signalons, à cette occasion, la création des médecins fonctionnaires : les médecins des hôpitaux.

Janvier 1849 voit apparaître l'assistance médicale à domicile.

Avril 1850 marque le début de la lutte contre les taudis par la loi relative aux logements insalubres.

En décembre 1874, la protection des enfants du premier âge est établie par la loi Roussel.

La loi du 15 juin 1893 vient régler l'assistance aux femmes en couches et aux indigents.

En juin 1904, on s'occupe des enfants abandonnés et en 1905, de l'assistance aux vieillards infirmes et incurables.

Cette dernière loi terminera la série de ces règlements dispersés en attendant la grande loi de 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les décrets-lois de 1935.

Mais il n'y eut pas que la branche sociale de l'hygiène qui bénéficia du grand essor des idées nouvelles de la Révolution, l'hygiène publique toute entière en subit aussi l'heureuse répercussion.

Exception faite des mesures relatives à la voirie que nous envisagerons ultérieurement, l'on peut admettre que les pouvoirs publics et l'opinion générale affichèrent la plus complète indifférence à l'égard de l'Hygiène publique durant la vaste période qui s'étend du début de la Renaissance à la fin de la Révolution.

Il faut cependant faire abstraction des quelques années qui virent Nicolas de la Reynie à la tête de la Police de Paris. Ce lieutenant général du Châtelet joignait à ses excellents talents d'administrateur les plus fines qualités du véritable Hygiéniste. N'oublions pas qu'il fut le premier à comprendre le rôle capital des médecins comme conseiller technique en matière d'Hygiène : c'est, en effet, le 24 mars 1668, qu'il fit appel à leur compétence sur le problème de la meilleure fabrication du pain.

Avant de considérer les rapports de l'Hygiène et des pouvoirs publics pendant la période faisant suite à la Révolution, il nous a semblé possible d'apporter plus de clarté à cette question en retraçant schématiquement l'évolution générale au cours des siècles.

Sans vouloir remonter à la préhistoire de l'hygiène, on est cependant conduit à reconnaître que cette science passa successivement par trois stades.

Revêtant tout d'abord un caractère de rites sacramentels, ses préceptes relevèrent de l'autorité et du contrôle du prêtre.

Nous ne retrouvons que des vestiges de ce régime au cours du Moyen Age. Par ailleurs, à cette époque, la contrainte émanait d'une monarchie de droit divin ; nous pouvons admettre que celle-ci agissait au nom d'un pouvoir relevant de la religion.

Lorsque, ensuite, le pouvoir exécutif se distingua de l'autorité religieuse, ce fut au magistrat civil, secondé par la police, qu'incombèrent l'élaboration et l'application des lois sanitaires, exception faite, cependant, de tout ce qui concernait l'hygiène sociale, laissée, nous l'avons vu, aux soins de la charité chrétienne, c'est-à-dire au pouvoir de l'Eglise.

Au troisième stade, la liberté individuelle étant en principe la base de nos sociétés modernes, l'hygiène privée sortit des attributions du législateur ; la loi abandonna ce qu'elle ne pouvait ordonner et l'hygiène publique releva exclusivement des pouvoirs gouvernementaux.

L'hygiène sociale passa également aux mains de l'Etat et seule, l'hygiène privée fut laissée à la volonté de l'individu dans son intégralité.

Ne relevant alors que partiellement de la loi, il fallut substituer à la contrainte légale l'obligation morale découlant d'une éducation hygiénique solidement assise sur des données scientifiques.

Quelques précisions empruntées aux rapports de l'hygiène et des pouvoirs publics vont nous montrer l'importance croissante que prit cette science aux yeux des gouvernants et de l'opinion.

1794 tout d'abord voit apparaître l'enseignement de l'hygiène à la Faculté de Médecine de Paris, dont on confie la charge au Professeur Hallé ;

1802 assiste à la continuation de l'œuvre de la Reynie, puisque le premier préfet de police Dubois réunit officiellement en un corps les quatre médecins qu'il avait coutume de consulter relativement aux questions d'hygiène ; c'est ainsi que se créa le « Conseil de Salubrité

de Paris » qui eut pour mission de procéder à l'examen des boissons, de donner son avis sur les ateliers insalubres, les manufactures et les épizooties; son activité fut des plus importantes puisque Michel Lévy signale qu'en l'espace de dix ans il statua sur 4.431 questions ; une des premières mesures qu'il suscita fut l'ordonnance de police du 12 février 1806, suivie du décret du 15 octobre 1810, tous deux relatifs aux établissements dangereux ou insalubres.

Les grandes villes de province suivirent l'exemple de Paris et établirent des conseils de salubrité : à Lyon en 1822, à Marseille en 1825, à Lille et à Nantes en 1828, et à Rouen et à Bordeaux en 1831.

Déjà en 1822, une ordonnance royale créait au près du Ministère du Commerce le « Conseil supérieur de Santé » ; de cette même année, date la célèbre loi relative aux mesures à prendre en cas d'épidémies de maladies pestilentiellles, qui pourrait être encore applicable aujourd'hui.

Le 22 mars 1841, apparaît la première loi interdisant le travail dans les ateliers pour les jeunes enfants, mesure qui sera complétée sept ans plus tard par la limitation à douze heures du travail des adultes dans les industries.

Par une série de nombreux décrets, échelonnés entre le 18 décembre 1848 et le 1^{er} février 1851, la France reçoit son organisation administrative des services d'hygiène.

1851 marque une date des plus importantes dans l'histoire de l'hygiène puisque cette année eut lieu le premier congrès international de Bruxelles, prouvant qu'on avait enfin compris l'importance de l'action col-

lective dans la prophylaxie des maladies pestilentielles; mais il fallut, hélas, attendre jusqu'en 1892 pour voir sanctionner par des conventions les Conférences internationales.

Nous arrêterons ici cette énumération : les événements, datant de la seconde moitié du xix^e siècle, sont encore présents à l'esprit de tous, d'ailleurs un bon nombre de lois et de décrets, promulgués à cette époque, sont encore en vigueur de nos jours.

Avec la Révolution, on peut admettre que l'hygiène entre dans la période véritablement scientifique de son évolution. Cependant, jusqu'à l'éclosion de l'ère pastoriennne, nous ne faisons qu'assister à la phase préliminaire de son lent acheminement vers une nouvelle orientation.

Voyons rapidement les conséquences des découvertes de Pasteur, dans le domaine de l'hygiène.

Il faudrait, d'après nous, les répartir en deux grands groupes.

Le premier a trait à l'importante question de la prophylaxie des maladies contagieuses, à laquelle le grand savant apporte une solution vraiment scientifique et, il faut le reconnaître, presque toujours efficace.

Le second voit diriger l'hygiène vers un but plus objectif qu'on peut symboliser dans cette formule : « Mort aux microbes ». Nous verrons d'ailleurs à la fin de ce chapitre, les erreurs que put engendrer l'exagération de cette bonne devise.

Tout le problème de la prophylaxie en épidémiologie découle de la connaissance précise de l'étiologie.

Or, pour les maladies contagieuses, c'est à Pasteur et à ses successeurs que revient le mérite d'avoir su établir

qu'un microbe ou un virus bien déterminé était l'agent propagateur d'une affection, ce qui a mis fin aux traditions les plus fantaisistes des siècles précédents.

La bactériologie, permettant de reconnaître le germe partout où il se trouvait et d'en distinguer les particularités biologiques, conduisait à une détermination exacte des réservoirs à virus et des facteurs de contamination.

Nous n'envisagerons pas toutes les conséquences pratiques que la prophylaxie peut tirer de ces deux notions théoriques, car elles sont trop nombreuses.

Nous n'en retiendrons que deux qui peuvent résumer les éléments nouveaux apportés à l'hygiène par l'ère pastorienne : l'existence des porteurs de germes et la vaccination préventive employée comme moyen le plus efficace de la prophylaxie.

Nous devons ajouter le mérite revenant à Pasteur d'avoir éclairci les idées parfois erronées qu'on possédait sur la désinfection, en lui assignant un objet nettement déterminé et en la dotant de procédés dont l'efficacité était bactériologiquement contrôlée.

Après ces si précieux avantages que l'hygiène retira des découvertes de Pasteur au point de vue prophylactique, il semble que ce serait faire preuve d'une sévère ingratitude que d'en entreprendre maintenant la critique.

Cependant, si nous conservons à Pasteur toute l'admiration que nous lui devons, nous nous élèverons contre les excès intempestifs d'une foule de disciples qui croient faire rejaillir sur eux un peu de la gloire de leur maître, en poussant sa doctrine jusqu'à l'utopie ou au paradoxe.

Or, des théories aussi excessives ne se concilieront

jamais avec la véritable hygiène, toujours empreinte de sagesse et de modération.

Le plus grave tort de ces néophytes fut de confondre indistinctement tous les « microbes » dans une même classe et de prêcher contre eux la plus terrifiante des croisades.

Cette campagne eut évidemment quelques bons résultats tant qu'elle ne s'attaqua qu'aux agents pathogènes ; mais elle faillit avoir des conséquences fâcheuses, lorsqu'elle dépassa ces limites.

Sans doute, il n'entre pas dans nos intentions de faire l'apologie d'une méthode en laquelle nous avons grande confiance, mais nous voulons en signaler les petites erreurs.

Si, chaque fois que nous nous blessons légèrement, les circonstances nous empêchent de nous précipiter vers un flacon de teinture d'iode ou une ampoule de sérum antitétanique, et si cependant, nous ne contractons pas le tétanos, malgré une inoculation quasi certaine de quelque bacille de Nicolaïer, c'est que nous avons acquis dans notre jeunesse une petite immunité grandement suffisante pour faire face à toutes les contaminations ultérieures de faible importance.

Il faut donc bénir le sort de nous avoir permis d'échapper à l'œil vigilant d'une mère ou d'une nourrice juste le temps indispensable pour recueillir, à l'occasion d'une chute sur le sol, la minime quantité de bacilles, grâce à laquelle nous avons pu édifier notre anatomie.

Ce que nous venons de dire du bacille de Nicolaïer, nous pouvons le répéter pour presque tous les microbes ; que de jeunes accouchées, par exemple, qui ont échappé aux graves dangers d'une fièvre puerpérale,

devraient être reconnaissante à une banale angine rouge ou à quelqu'autre injection stréptococcique plus ou moins ancienne de l'immunité qu'elle leur conféra vis-à-vis de cette redoutable maladie.

Quant aux porteurs de germes, cette secte d'individus maudits, qu'on n'eut pas manqué de contraindre par la force à la stérilisation, si l'absence de signes extérieurs n'eut empêché de les dépister, ils sont actuellement l'objet d'un singulier revirement de notre attitude à leur égard.

Ne va-t-on pas, en effet, jusqu'à leur être reconnaissant des maladies qu'ils nous ont évitées en nous vaccinant à notre insu ; et, si l'on ne craignait de risquer le paradoxe, ne pourrait-on pas prévoir, que, dans un avenir plus ou moins lointain, nous irions jusqu'à rechercher spécialement certains d'entre eux, possesseurs de sources bactériennes nettement identifiées et à virulence dûment contrôlée, afin d'essayer d'acquérir à leur contact cette précieuse immunité que nous ne pourrions atteindre qu'en transformant notre organisme en un institut vaccinal.

Nous répondrons à ceux qui taxeraient cette boutade d'être par trop invraisemblable, que nos ancêtres de la période préjennerienne, en pratiquant la variolisation, avaient grandement éprouvé la valeur de tels principes.

Nous ne sommes d'ailleurs pas seul à émettre de semblables idées. On rencontre, en effet, actuellement bon nombre d'hygiénistes et des plus éminents, qui vont jusqu'à prétendre que nous devons notre bonne santé à une petite bronchite du jeune âge ou à de légers troubles gastro-intestinaux de notre enfance, qui nous prémunirent contre la tuberculose ou la dysenterie en lais-

sant subsister en nous l'effet préventif de cette première et lointaine affection.

La forme atténuée serait même due pour certains à la persistance d'une petite quantité de principes immunisants que notre mère nous aurait transmis en nous mettant au monde.

Des faits incontestables viennent d'ailleurs apporter à cette opinion, qui pourrait paraître trop subjective, la précieuse confirmation d'une certitude scientifique. Nous voulons faire allusion aux statistiques relatives à la cuti réaction qui révèlent très souvent 100 % des résultats positifs dans les fortes agglomérations et, en outre, aux données récentes mettant en évidence l'immunité des médecins et du personnel infirmier contre bon nombre de maladies, dont la poliomyélite peut servir d'exemple, puisque cette conception a pour conséquence thérapeutique l'injection de sérum de vétérans ou de sérum maternel chez les jeunes enfants atteints de maladies épidémiques.

Envisageons maintenant le rôle considérable joué par les découvertes bactériologiques dans l'orientation de l'hygiène. Disons immédiatement qu'il fut capital et que son plus grand mérite est d'avoir substitué la notion du « microbe », comme facteur tangible de l'insalubrité à celle si tenace et erronée de la « mauvaise odeur », qui rencontre encore actuellement les plus farouches partisans dans la population peu éduquée ou plutôt qui se croit très éduquée en notions sanitaires.

Il nous semble que cette question est de nature à retenir quelques instants notre attention.

Nous ne saurions mieux faire, pour bien la préciser, que de citer tout d'abord une opinion hautement auto-

risée émanant du Professeur Ambroise Tardieu, qui, en 1852, écrivait dans sa thèse d'agrégation :

« Quelles que soient les données de la science sur les effets généraux des émanations putrides et notamment sur leur innocuité, il est incontestable que, dans l'opinion du plus grand nombre, les foyers où elles se dégagent demeurent, à tort ou à raison, comme le type de l'insalubrité, ...elles frappent les sens et produisent sur les organes les moins délicats une impression pénible et repoussante qui se traduit par une répugnance instinctive et semble l'avertissement d'un danger réel. »

Malgré cette apparence d'impartialité, Tardieu laisse cependant poindre son opinion, en rapportant par la suite un argument qu'il considère comme capital mais qui, à notre avis, se retourne contre sa thèse.

Il rappelle ce fait bien connu de tous les médecins légistes que lorsqu'on pratique l'autopsie d'un corps en décomposition, et particulièrement dans le cas d'une exhumation de quelques semaines, l'urine, la sueur, l'haleine dégagent une odeur infecte et persistante semblable à celle que l'on a respirée auprès du cadavre. Tardieu tirait de cette constatation la conclusion que ces émanations avaient traversé notre organisme, ce qui est exact.

Mais nous sommes surpris de voir son grand esprit critique en déduire la preuve objective de l'insalubrité.

Sans doute, nous reconnaissons bien volontiers la réalité du phénomène qu'il a observé pour l'avoir constaté maintes fois sur nous-mêmes ; mais nous tenons à affirmer que, quelque désagréable que fut notre impression, elle n'a jamais nui, du moins de façon nette, sur notre santé, et si Tardieu avait éprouvé personnellement

un certain malaise, il n'aurait pas manqué de s'en prévaloir.

Il serait vain de croire qu'une découverte aussi clairement démonstrative sur le rôle des microbes ait entraîné la conviction de la foule, qui persistera encore longtemps à attribuer l'insalubrité au « méphitisme », comme on l'appelait au Moyen Age.

Seulement, elle donnera à cette stupide survivance du passé un caractère faussement scientifique et ce sera le danger de fièvre typhoïde qu'elle invoquera pour demander aux pouvoirs publics la suppression d'un caniveau mal odorant ou le déplacement d'un tas d'ordure.

Pour être impartial, il faut reconnaître que les mauvaises odeurs procurent une sensation pénible et très subjective d'un danger réel, comme le remarque si justement Tardieu, et qu'il n'est pas impossible d'admettre que ces exhalaisons nauséabondes créent à la longue de véritables malaises physiques, surtout chez certains sujets nerveux irritables, prédisposés à l'hypocondrie.

Mais, en dehors de ces cas un peu spéciaux, notre organisme déploiera ici encore ses inépuisables ressources d'adaptation, et il y a tout lieu de penser qu'au bout d'un certain temps, les mauvaises odeurs n'incommoderont pas plus ceux qui y sont constamment exposés que les vidangeurs et les égoutiers dans l'exercice de leur profession.

Cependant ne nous montrons pas trop sectaires.

Qui pourrait dire, en effet, si la nature, par ses inépuisables moyens préventifs, n'a pas voulu nous mettre en garde contre un danger réel, en nous faisant instinctivement fuir tout ce qui impressionne défavorablement notre odorat.

Lorsqu'on y réfléchit, on voit donc qu'il existe souvent une corrélation effective des circonstances ; mais nous ne devons pas croire, comme nos ancêtres, que c'est l'odeur elle-même qui nous est néfaste. Contentons-nous seulement de voir en elle un avertissement. Considérons la proximité d'un fumier comme susceptible de provoquer des infiltrations jusqu'à notre nappe d'eau souterraine. Ne croyons pas qu'elle va immédiatement engendrer la peste, comme on le pensait au Moyen Age, ni la typhoïde ainsi que se l'imaginent certains de nos contemporains.

Un tas d'ordures ménagères ne parviendrait lui-même à nous transmettre véritablement la peste que s'il attirait des rats dont les puces nous véhiculeraient le bacille de Yersin.

Qu'ici, comme partout ailleurs, l'hygiéniste se trace une ligne de conduite inspirée d'une part de découvertes scientifiques récentes, d'autre part de traditions ancestrales mûrement éprouvées et il demeurera toujours dans le chemin de la vérité.

Pour terminer ce chapitre, nous allons mentionner quelques uns des résultats réellement mauvais obtenus par une inexacte interprétation des théories de Pasteur.

Nous voulons parler de la pratique inconsidérée des soins de toilette et, sans viser des mesures qui judicieusement appliquées sont excellentes, critiquer seulement leur exagération.

Il plane sur tout ce problème un malentendu fort regrettable et nous prêtons bien injustement à la « Vigilante nature » notre ignorance et notre imprévoyance.

Il est cependant d'une clarté évidente que les microbes n'avaient pas attendu le milieu du xix^e siècle pour

se manifester à nous et que de son côté notre organisme n'était pas resté jusqu'à cette époque sans leur opposer une résistance victorieuse, ainsi que notre présence sur la terre le témoignait.

Dans l'enthousiasme des découvertes bactériologiques, on se crut supérieur à la nature et, la jugeant insuffisante, on voulut d'autorité la détrôner en instituant à sa place notre humaine conception.

Comme il arrive toujours en pareil cas, les résultats ne tardèrent pas à se faire sentir : un des plus caractéristiques fut cette floraison d'avitaminoses qui fut la conséquence de la stérilisation totale de nos aliments.

Chaque fois qu'on instaure un dispositif nouveau, on a tendance à mépriser l'ancien. Cette attitude qui est parfois justifiée lorsqu'on est soi-même l'auteur du précédent, est presque toujours funeste quand on se propose de se substituer aux conditions naturelles.

Que, dans ce cas, on se livre alors à une enquête pour bien connaître au moins le mécanisme qu'on délaisse et le comparer à celui qui est appelé à le supplanter.

Pour assurer notre défense, notre organisme a toujours eu recours à des procédés de la plus subtile ingéniosité.

C'est ainsi que pour s'opposer à l'invasion microbienne par voie cutanée ou muqueuse, il crée un milieu dont la réaction est acide, c'est-à-dire très défavorable aux microbes pathogènes et en outre qui possède de « bons microbes » adaptés à ces conditions.

Ils constituent une concurrence vitale des plus actives et parfois même c'est à eux qu'incombe le soin de former le milieu acide. Tout ceci pour ne parler que de la première ligne de résistance, la phagocytose, les réactions

leucocytaires et tout le processus de défense mis en œuvre dans l'inflammation constituant la seconde.

N'est-il pas regrettable de voir actuellement anéantir d'aussi puissants facteurs pour y voir substituer des antiseptiques qui détruisent aveuglément défenseurs et assaillants et qui font plutôt le jeu de ces derniers.

Prenons l'exemple de la peau. Notre épiderme sécrète laborieusement, par ses glandes sébacées, le corps gras le plus adéquat qu'on puisse imaginer, pour se protéger contre l'eau et les microbes, ses deux grands ennemis. Le premier soin que nous prenions est d'anéantir immédiatement ce précieux ouvrage de protection et, grâce à un savonnage, de laisser la peau exposée nue à ses agresseurs. Nous ne voulons pas, certes, proscrire le savon, qui est un agent désinfectant de premier ordre ; mais ce produit a la malencontreuse propriété d'être alcalin, milieu de prédilection des bacilles pathogènes. Aussi n'était-ce pas peut-être sans raison que le sebum possédait une réaction acide d'un pH 4,5 !

Veut-on maintenant un autre exemple emprunté à une muqueuse ?

Prenons celui de la cavité vaginale. Il est classique de lui reconnaître la particularité d'être aseptique ; il serait plus exact de dire qu'elle est naturellement antiseptique. Son mécanisme est tout récemment connu. La muqueuse sécrète d'abord du glucose, puis de très nombreux « bons ferments » transformant ce sucre en acide lactique, créant ainsi un milieu acide et une concurrence vitale encore plus intense que dans l'exemple de la peau, ce qui répond d'ailleurs à un risque de contamination naturellement important.

Aussi est-il profondément regrettable de voir des fem-

mes anéantir régulièrement cette merveilleuse édification défensive de la nature par la pratique d'injections vaginales microbicides ou alcalines, ou possédant même souvent réunies ces deux propriétés comme c'est le cas dans l'emploi fréquent de la Liqueur de Labarraque, et, par surcroît, quand on apprend que c'est au nom de l'hygiène qu'elles répètent ces soins, sur un rythme qui ne laisse plus aucun espoir à cette défense naturelle, on est en droit de conclure que cette « hygiène » n'a rien de commun avec la véritable hygiène à laquelle elle s'oppose radicalement.

La cause de telles erreurs est due, répétons-le, à une ignorance complète des procédés naturels de protection que, dans l'enthousiasme du progrès, on s'avisa de supplanter, sans avoir même pris la peine d'en pénétrer le fonctionnement.

On eut constaté alors que notre organisme employait un moyen que les trop récentes découvertes de Pasteur n'avaient pas encore permis d'entrevoir et dont nous n'avons soupçonné l'existence et compris ensuite l'importance qu'après de longues années : nous voulons parler de ces deux procédés merveilleux de lutte contre le microbe que sont la concurrence vitale et l'utilisation de microorganismes épurateurs.

Sous l'impression des récents progrès que Lavoisier avait fait accomplir à la chimie, on croyait que la toxicité de ces composés exterminerait les « microbes » comme on eut détruit toute une population en lui faisant absorber une dose massive d'arsenic.

L'expérience du temps montra qu'il n'en était rien et que la nature employait, tant dans son domaine exté-

rieur que dans notre organisme, le secours des infiniment petits.

Si nous nous sommes étendus aussi longuement sur les conséquences fâcheuses que l'on a pu abusivement tirer des théories pastoriennes, c'est pour insister sur un grand principe d'hygiène générale, qu'on pourrait simplement formuler ainsi : En hygiène, il faut bien souvent se garder de vouloir trop bien faire, par analogie avec un proverbe depuis longtemps reconnu fondé par la sagesse populaire.

Nous nous résumerons en affirmant d'abord que le mérite de Pasteur doit sortir intact d'une telle controverse. Nous ne voulons pas, d'autre part, qu'on nous accuse de propager des idées contraires à la propreté. Nous sommes au contraire de ceux qui considèrent le savon comme un désinfectant de premier ordre, dont la valeur n'est pas suffisamment reconnue. Mais nous estimons qu'on doit en user à bon escient et seulement quand la nécessité s'en fait sentir.

Nous avons entendu simplement réagir contre ceux qui, par une sorte de tic, renouvellent inconsidérément leurs soins de toilette en se prévalant de principes sanitaires.

Pasteur a, en effet, apporté à l'hygiène le précieux appui de ses importantes découvertes bactériologiques. Il lui a donné une orientation nouvelle et une impulsion vigoureuse, grâce à une solution vraiment scientifique du problème de la prophylaxie.

Son œuvre doit être sans réserves l'objet de notre admiration.

Mais certains de ses disciples, en poussant à l'extrême les préceptes du Maître, provoquèrent, en même temps

qu'une stérilisation radicale des éléments pathogènes, l'anéantissement complet du système défensif naturel de notre organisme et leurs excès nous ont montré l'écueil à éviter.

Notre attitude doit donc s'inspirer à la fois de la science pastorienne et de la modération enseignée par l'histoire.

Notre voie est nettement tracée ; nous serions impardonnables de ne pas la suivre.

CONCLUSIONS

Sans méconnaître le profit que l'hygiène est appelée à retirer des découvertes scientifiques modernes, auxquelles elle doit constamment s'adapter, nous concluons en résumant les précieux enseignements que nous révèle l'histoire de l'époque médiévale, envisagée au point de vue sanitaire, et nous en tirerons les conséquences qui s'imposent.

L'idée générale qui se dégage de notre étude, c'est que le Moyen Age n'ignorait rien des règles de l'hygiène, mais que, si, au cours de cette période, le pouvoir royal édicta des ordonnances sévères, en vue de faire respecter sa volonté, il se heurta souvent à l'insouciance et à l'inertie de la population, plus encline à suivre les caprices de la mode ou à céder à ses plaisirs qu'à se plier aux mesures de salubrité susceptibles de la préserver des épidémies.

Aussi les résultats obtenus, quelle qu'ait été leur importance, n'ont-ils répondu ni à la compétence ni à l'énergie de ceux qui les poursuivaient.

On commet donc une erreur profonde en déclarant que le Moyen Age ne connaissait pas encore l'hygiène : C'est sa méthode d'application qui s'est trouvée insuffisante.

Cette constatation, puisée aux sources historiques, nous prouve clairement que la contrainte, quelque forme qu'elle revête, est toujours impuissante à imposer des

mesures dont l'efficacité n'est pas comprise par ceux qui doivent les exécuter.

C'est en vain, en effet, qu'on fait appel à un milieu qui n'y est pas préparé pour lui demander de renoncer à certaines pratiques de sa vie quotidienne, même sous la menace de sanctions auxquelles il conserve toujours l'espoir de se soustraire grâce à son habileté.

Telle est la grande leçon que nous donne l'histoire médiévale. Elle doit dicter notre conduite.

Les lois de la pesanteur obligent l'ouvrier qui veut extraire du sol un bloc de pierre à le dégager préalablement de ses adhérences, à l'ébranler sur sa base pour atténuer sa résistance à l'impulsion qu'il s'apprête à lui donner pour le soulever avec son levier.

De même, l'hygiéniste qui veut arracher une masse humaine, souvent aussi inerte que la pierre, à certaines habitudes séculaires devenues inconscientes, doit commencer par préparer les esprits au choc qu'ils vont recevoir, s'il entend les déraciner de leur routine.

Il doit mesurer toute valeur des contingences économiques, morales et politiques, pour vaincre plus facilement ; il doit pénétrer la psychologie du milieu auquel il s'adresse, exploiter ses penchants, ses faiblesses, son goût de la mode, flatter au besoin son orgueil, en un mot, prédisposer l'opinion à l'application d'une méthode qu'elle acceptera avec d'autant plus de facilité qu'elle la considérera d'elle-même comme un remède à ses maux.

Pour imposer ses conceptions, l'hygiéniste doit donc posséder non seulement de solides connaissances scientifiques, mais encore toute l'habileté d'un fin diplomate.

C'est par son ardeur persuasive qu'il préparera le

peuple, lui inspirera confiance, fera passer dans son cœur le souffle de sa foi agissante et l'amènera patiemment et insensiblement à exécuter les actes que la menace de sanctions ne contribue qu'à rendre insupportables.

Instruire les masses des dangers qu'elles courent, leur montrer avec adresse et simplicité le chemin qu'elles doivent prendre pour les éviter, telle est la technique de l'avenir.

Loin de calomnier le Moyen Age, nous ne devons donc pas oublier que les difficultés qu'il a éprouvées pour faire prévaloir une science injustement mise en doute, nous ont montré la méthode à adopter.

Nous devons lui en être reconnaissants. Les nombreux enseignements que nous avons pu retirer de l'étude de notre hygiène médiévale, joints à ceux qui se dégagent, par ailleurs, de son évolution, pendant les siècles qui suivirent, nous ont donc tout naturellement amenés à consacrer la dernière partie de nos conclusions à l'apologie de l'histoire de cette science dont l'étude est, à notre avis, par trop délaissée.

Nous ne saurions, en effet, jamais assez recommander à nos hygiénistes modernes de jeter de temps à autre un regard sur le passé. Ils peuvent être convaincus que ce ne sera pas faire œuvre inutile, car leur esprit réfléchi en tirera certainement un précieux enseignement :

Envisageant l'étendue du travail déjà accompli, ils comprendront encore mieux l'importance de celui qu'il leur reste à effectuer ; les heureux résultats obtenus par nos ancêtres constitueront pour eux un excellent exemple, auquel ils sauront désormais emprunter des méthodes d'autant plus sûres qu'elles auront déjà été mar-

quées par le succès ; quant aux échecs, ils seront non moins instructifs : ils leur feront d'abord abandonner les vieilles techniques défectueuses qui les ont provoqués ; puis, ils leur permettront aisément de découvrir, par la recherche de leurs causes, les erreurs qui ont été commises et leur imposeront le plus souvent, presque comme par un réflexe, la solution à adopter.

Et si cependant, ils n'allaient pas jusqu'à puiser dans cette étude historique de fructueux préceptes pour leurs travaux de demain, cet examen rétrospectif ne serait quand même pas vain : leur jugement se serait accru d'une expérience facilement acquise ; indépendamment de la grande leçon d'humilité qui ne manque jamais de se dégager de l'examen du passé, ils posséderaient, en considérant les résultats tangibles de leurs devanciers, une confiance plus grande dans leur science, des espoirs plus ambitieux et un courage plus ferme pour les réaliser, en un mot, ils obtiendraient cette foi dans l'hygiène, indispensable au couronnement de leurs efforts.

Pourquoi donc eux seuls seraient-ils dispensés de ce coup d'œil en arrière qui s'impose dans toutes les branches de l'activité humaine : au financier, à l'industriel, au navigateur, à l'architecte, à tous ceux dont le but est de progresser et de construire ?

Le marin ne s'arrête-t-il pas pour faire le point ? Le financier et l'industriel ne sont-ils pas astreints à établir des bilans et à procéder à des statistiques ?

Pour quelle raison alors l'hygiéniste, avant de continuer sa route, s'abstiendrait-il de dresser un bilan sanitaire et de méditer sur l'œuvre de ses prédécesseurs ?

S'il doit suivre pas à pas le progrès scientifique, pour exploiter sans délai sa dernière conquête, il ne doit ce-

pendant pas oublier que son but est de viser moins à la découverte qu'à l'application, que, son rôle consistant à édicter des lois sages et durables, il doit emprunter au juriste le meilleur de son talent, et observer certaines règles inéluctables :

Il doit n'élaborer que lentement et après mûre réflexion.

Il doit redouter de se laisser entraîner par l'enthousiasme des découvertes et par le cortège des espoirs chimériques qui les accompagnent.

Il devra craindre de sacrifier à la mode ou à la faveur de la dernière théorie en vogue, qu'elle soit scientifique, philosophique ou sociale, car sa méthode devra peut-être plus tard se heurter à d'autres doctrines radicalement opposées.

Il doit bien se garder également de s'asservir à des conceptions politiques susceptibles de le lancer dans des querelles partisans où il ne réussirait qu'à perdre son prestige.

Il ne doit pas perdre de vue enfin que la loi qu'il est en train d'élaborer ne pourra pas être indépendante, qu'elle aura derrière elle toute une hérédité qu'elle ne pourra ni bouleverser ni désavouer, qu'elle fera partie d'une grande famille semblable au code qui a ses traditions et ses principes immuables et qu'elle devra par suite impérieusement s'y conformer.

Il résulte clairement de ces observations que l'hygiéniste doit avoir constamment présents à l'esprit tous les épisodes de l'histoire sanitaire. Il y trouvera toujours, soit des exemples à suivre, soit des erreurs à éviter.

En tout cas, il y apprendra les grandes traditions de la véritable hygiène, celles qui furent et resteront de tous

les pays et de tous les temps et qu'on pourrait résumer par ces trois qualités : Prudence — Sagesse — et Modération.

Vu :

Le Président de Thèse,

L. TANON.

Vu :

Le Doyen,

G. ROUSSY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BECQUEREL. — Traité d'Hygiène privée et publique.
- BÉDOIN. — Précis d'Hygiène publique.
- BOILEAU. — Etablissement des métiers de Paris.
- BOINET. — Doctrines médicales et leur évolution.
- BOIRON. — La prostitution dans l'Histoire, 1925.
- BOUSQUET. — Hygiène des villes, 1912.
- BONTAREL. — L'Hygiène et la coquetterie au Moyen Age (*Paris médical*, 1923).
- CABANÈS. — Mœurs intimes du passé.
Tous les volumes de cette collection.
- CALMETTE (Joseph). — Le Monde féodal (*Collection Clio*).
- CHARPENTIER (P.-O.). — L'Hygiène à travers les âges (*Revue d'Hygiène*, Paris, XLVI).
- CHAVIGNY. — Psychologie de l'Hygiène.
- CHOMEL. — Essai historique sur la Médecine de France.
- CLOT-BEY. — Coup d'œil sur la peste et les quarantaines.
- DEFFONTAINES. — Les hommes et les travaux dans le pays de la Moyenne Garonne (Lille, 1932).
- DELISLE (Léopold). — Etude sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie (Paris, 1906).
- DE SALLE (Eusèbe). — Coup d'œil sur les révolutions de l'Hygiène ou considérations sur l'histoire de cette science et ses applications à la morale.
- DROUINEAU (G.). — L'Hygiène et la Mode.

DUPOUY. — Le Moyen Age médical (1895).

ENLART (Camillo). — Architecture française.

Tome II : Architecture civile.

Tome III : Le costume.

FÉLÉBIEN. — Histoire de Paris.

FONTANON. — Les edicts et ordonnances des rois de France.

FRANKLIN (Alfred). — La vie privée au temps des premiers Capétiens.

FRANKLIN (Alfred). — La vie privée d'autrefois.

Soins de toilette.

Le repas — la civilité de la table.

L'Hygiène.

Les médecins.

L'enfant.

FRÉGIER. — Histoire de l'administration de la police de Paris.

GAUDUCHEAU. — Les origines de l'Hygiène. *Revue de l'Hygiène*, mai 1927.

GIRARD (S.). — Les établissements de bains publics depuis le IV^e siècle jusqu'à présent.

GOVSEJEV (A.). — Ist die soziale hygiene... L'Hygiène est-elle une science du domaine de la sociologie ou de l'hygiène.

GUÉRARD (Alphonse). — Du choix et de la distribution des eaux. Paris, Thèse d'agrégation, 1852.

GUIRAUD. — Manuel d'Hygiène.

HERICOURT. — L'Hygiène moderne.

ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises.

JOURDAN (Gustave). — Etude de l'Hygiène publique, 1893.

KANASTSOULIS. — L'Hygiène à travers les siècles. *Paris médical*, 1925.

LAMARE. — Traité de police.

LANDOUZY. — Régime du corps de Maître Aldebrandin de Sienne.

LANGLOIS. — La vie en France au Moyen Age.

Tome III : La connaissance de la nature.

Tome IV : La vie spirituelle.

LATOCHE. — La vie en Bas Quercy.

LAUSSON. — La lèpre au Moyen Age.

LAVEDAN (Pierre). — Histoire de l'Urbanisme. Antiquité ;
Moyen Age. Paris, 1926.

LAVISSE. — Histoire de France.
Tome II.

LECOUVET. — Essai sur la condition sociale des lépreux au
Moyen Age.

LE ROY DES BARRES. — Rapport sur les causes des émanations.

LEROUX DE LINCY. — Paris et ses historiens.
— Histoire de l'Hôtel de Ville.

LEVY (Michel). — Traité de l'Hygiène, 1844.

LOT (Ferdinand). — La fin du monde antique et le début du
Moyen Age. L'évolution de l'humanité.

LUCE. — Histoire de Bertrand Duguesclin.

MAGNE (E.). — Esthétique des villes.

MARENGO (Henri). — La protection des enfants en nourrice
(*Annales d'Hygiène*, 1926).

MARSY (Comte de). — Un traité d'Hygiène composé à Reims
au xvi^e siècle.

MARTIN et DUJARRIC DE LA RIVIÈRE. — L'Hygiène hospitalière.

MAULDE DE LA CLAVERIE. — Les femmes de la Renaissance.

MICHON. — Documents inédits sur la grande peste de 1348.

ORDONNANCES DES ROIS de France de la 3^e race.

OZANAM. — Histoire des maladies épidermiques.

PARENT DU CHATELET. — Essai sur les cloaques ou égoûts de
la ville de Paris.

PIERENNE. — Les villes au Moyen Age. Bruxelles, 1927.

— La civilisation occidentale au Moyen Age.

— Origine des constructions urbaines au Moyen
Age (*Revue historique*, janvier 1895).

PISSIS. — L'art de conserver la santé, 1805.

- POËTE (Marcel). — Origine de la promenade publique.
— Vie de cité.
— Science et évolution des villes.
- PROUST. — Préface du Traité d'Hygiène.
- REBOUIS (Emile). — Etude historique et critique sur la peste en 1888.
- REUTER DU ROSEMONT (D'). — Comment nos pères se soignaient, se parfumaient et conservaient leur corps. Paris, 1917.
- ROCHARD (J.). — Traité d'Hygiène sociale, 1888.
- ROSHEM. — La séparation des lépreux au Moyen Age.
- RUFFERT (J.). — Histoire du costume.
- SÉE. — La classe rurale et le régime domanial en France au Moyen Age. Paris, 1901.
- SÉE. — Esquisse d'une histoire économique de la France. Paris, 1919.
- SOALHAT (J.-B.). — Les idées de Maître Aldebrand de Florence sur la puériculture. Thèse, Paris, 1908.
- TANON. — L'orientation de l'Hygiène moderne. Leçon d'ouverture du cours d'Hygiène. *Paris médical*, 24 novembre 1928.
- TANON. — Petit précis d'Hygiène.
- TARDIEU (Ambroise). — Thèse d'agrégation, 1852.
— Voiries et cimetières.
- THIERRY (Augustin). — Récits des temps mérovingiens.
- TRILLAT. — Adaptation de la théorie.
— Miasmatique aux idées pasteuriennes.
— Annales de l'Institut Pasteur, 1912 (*Revue d'Hygiène*, avril-juin 1932).
- VIOLLET-LE-DUC. — Dictionnaire raisonné de l'architecture française.
- WEYL. — Histoire de l'Hygiène sociale.
- WICKERSHEINER. — Le bain d'après un traité d'Hygiène au xv^e siècle. Paris, 1913.

